

Socfinasia S.A.

2020 RAPPORT ANNUEL

Cette version du rapport annuel de la Société au 31 décembre 2020 est une retranscription libre du rapport annuel de la Société au 31 décembre 2020 tel que publié sur le site de la Bourse de Luxembourg (bourse.lu) en date du 30 avril 2021 à 20h30. En cas de divergence, seule la version publiée sur le site de la Bourse de Luxembourg fait foi.

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	17
1. Caoutchouc	17
2. Huiles végétales	19
Environnement et responsabilité sociale	22
Chiffres clés	23
1. Indicateurs d'activités	23
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	24
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	24
Données boursières	25
Déclaration sur la gouvernance d'entreprise	26
1. Introduction	26
2. Charte de gouvernance d'entreprise	26
3. Conseil d'Administration	26
4. Les Comités du Conseil d'Administration	30
4.1 Comité d'Audit	30
4.2 Comité de Nomination et de Rémunération	30
5. Rémunérations	30
6. Notification de l'actionnariat	30
7. Calendrier financier	31
8. Audit externe	31
9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	31
10. Autres informations	31
Déclaration de conformité	32
Rapport de gestion consolidé	33
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	37
Etats financiers consolidés	41
1. Etat de la situation financière consolidée	41
2. Compte de résultat consolidé	43
3. Etat du résultat étendu consolidé	44
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	45
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	46
6. Annexe aux états financiers consolidés	47
Note 1. Généralités et méthodes comptables significatives	47
Note 2. Filiales et entreprises associées	59
Note 3. Correction d'erreurs	61
Note 4. Contrats de location	64
Note 5. Immobilisations incorporelles	67
Note 6. Immobilisations corporelles	68
Note 7. Actifs biologiques producteurs	69
Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	70
Note 9. Participations dans des entreprises associées	72
Note 10. Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	76
Note 11. Avances à long terme	76
Note 12. Impôts différés	77
Note 13. Stocks	77
Note 14. Créances commerciales (actifs courants)	78

SOMMAIRE

Note 15. Autres créances (actifs courants)	79
Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles	79
Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie	80
Note 18. Capital	80
Note 19. Réserves	80
Note 20. Engagements de retraites	81
Note 21. Autres dettes	83
Note 22. Instruments financiers	84
Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	86
Note 24. Dotations aux amortissements et pertes de valeur	86
Note 25. Dépréciations d'actifs	87
Note 26. Autres produits financiers	88
Note 27. Charges financières	89
Note 28. Charge d'impôts	89
Note 29. Résultat net par action	90
Note 30. Dividendes et tantièmes	91
Note 31. Informations relatives aux parties liées	92
Note 32. Information sectorielle	94
Note 33. Gestion des risques	99
Note 34. Passifs éventuels	102
Note 35. Environnement politique et économique	104
Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture	104
Note 37. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	104
Rapport de gestion social	105
Rapport d'audit sur les états financiers sociaux	111
Etats financiers sociaux	115
1. Bilan au 31 décembre 2020	115
2. Compte de profits et pertes au 31 décembre 2020	117
3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2020	118

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

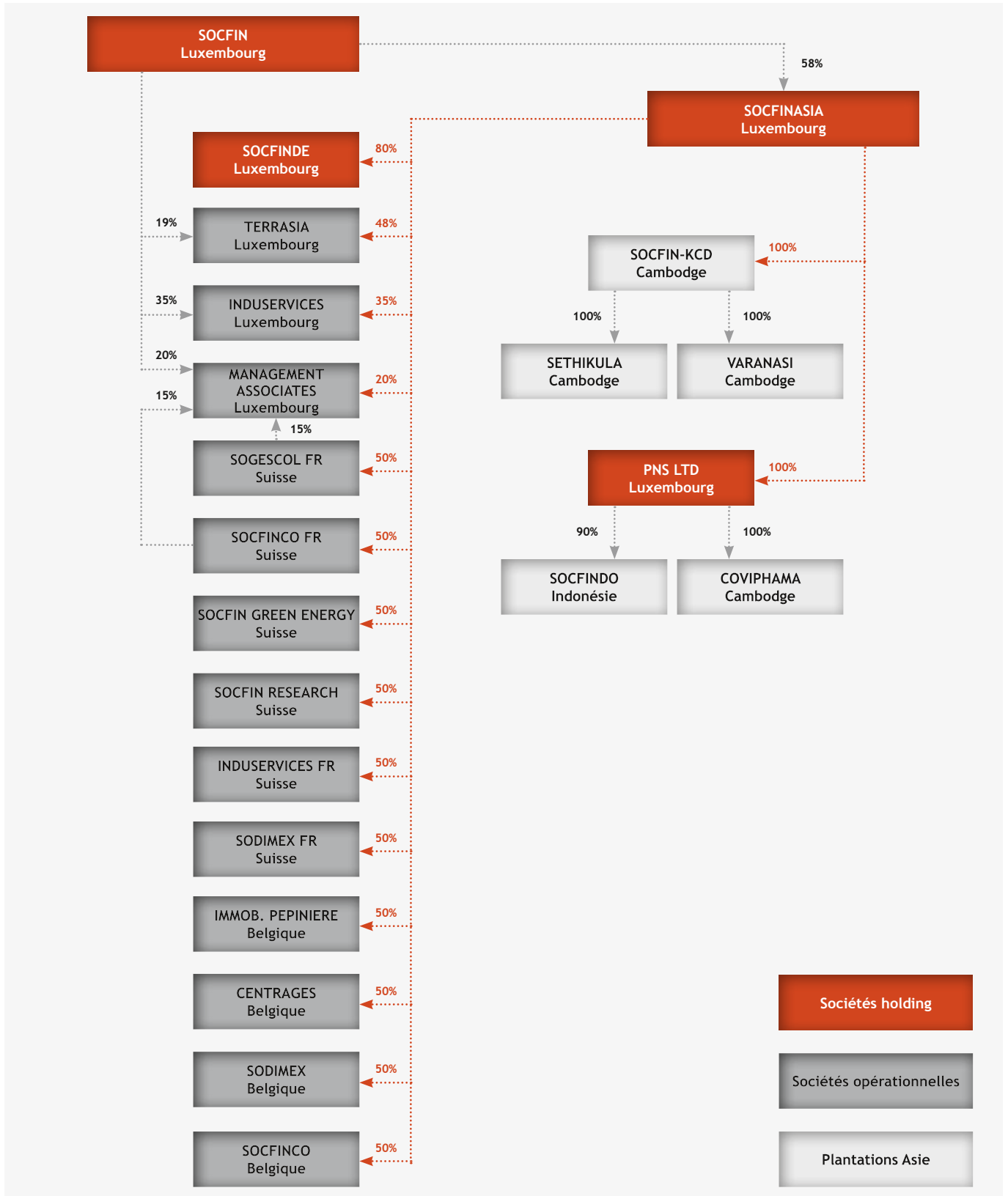
Socfinasia S.A. est une société holding luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 20 novembre 1972 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinasia S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 53.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Asie du Sud-Est. Socfinasia S.A. emploie 10.363 personnes et a réalisé, en 2020, un chiffre d'affaires consolidé de 127 millions d'euros.

2. Historique

- **20/11/1972** Constitution de Socfinasia S.A. sous la forme d'une holding luxembourgeoise par apport d'actions de PT Socfindo.
- **30/06/1973** Depuis sa constitution, Socfinasia S.A. a investi, entre autres, dans Fininter S.A. (Belgique) et Socfinal (Luxembourg).
- **23/01/1974** Les titres Socfinasia S.A. ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **30/06/1975** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements : Socfin S.A. (Belgique), Plantations Nord Sumatra S.A. (Belgique) et Selangor Plantations Cy Bhd (Malaisie).
- **30/06/1977** Socfinasia S.A. investit dans Sennah Rubber Cy Ltd, New African Plantations Cy Ltd, la Banque d'Investissements Privés S.A. et Socficom S.A. Elle vend par contre ses participations Socfin S.A. (Belgique) et Socfinal.
- **04/12/1979** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de réserves. Attribution gratuite de 1.166 actions PT Atmind.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **24/04/1989** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de la réserve de réévaluation d'actifs immobilisés.
- **31/03/1996** Acquisition d'actions Intercultures, société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **31/03/1997** Dans un premier temps, Socfinasia S.A. a augmenté sa participation dans ses filiales indonésiennes: PT Socfindo et PT Atmind. Ensuite, Socfinasia S.A. a constitué Plantations Nord Sumatra Limited et y a transféré ses participations indonésiennes.
- **31/03/1999** Souscription à l'augmentation de capital d'Intercultures.
- **05/02/2000** OPA/OPE de Selangor Holding S.A. sur Sennah Rubber Cy Ltd qui sera liquidée en août 2000.
- **01/04/2000** Augmentation de capital à 25.062.500 EUR et du pair comptable à 1.002.500 actions.
- **26/06/2000** OPA de Socfinasia S.A. sur les titres Selangor Holding S.A. qui sera liquidée en mai 2001.
- **17/10/2000** Modification de la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre.
- **31/12/2001** PNS Ltd a acheté 30% du capital de PT Socfindo à l'état indonésien.
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Constitution de Socfin-KCD (Cambodge).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Cy Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29.
- **01/06/2011** Attribution aux actionnaires existants de 20 actions nouvelles pour une action ancienne.
- **13/08/2013** A travers sa filiale PNS Ltd S.A., Socfinasia S.A. a acquis 90% de Coviphama Co Ltd, une société de droit cambodgien, attributaire d'une nouvelle concession (5.300 hectares).
- **30/07/2015** Acquisition d'actions Socfin-KCD pour porter le pourcentage de détention à 100%.

3. Structure du Groupe



Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.

Portefeuille	Nombre de titres	% direct
Cambodge		
Socfin-KCD Co Ltd	2.000	100,00%
Luxembourg		
PNS Ltd S.A.	27.779.999	99,99%
Socfinde S.A.	199.790	79,92%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Terrasia S.A.	4.781	47,81%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Belgique		
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Sodimex FR S.A.	675	50,00%
Induservices FR S.A.	700	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinasia S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et

le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

PT Socfindo est une société de droit indonésien qui exploite des hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas dans le Nord de Sumatra en Indonésie.

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2020			
Hévéa	6.282	1.006	7.288
Palmier	33.710	5.017	38.727
	39.992	6.023	46.015

Concessions : 47.695 hectares

Personnel permanent au 31/12/2020: 9.367

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2020	2019
Production (tonnes)		
Caoutchouc	9.802	11.334
Huile de palme	182.577	189.462
Semences (milliers)	8.042	6.308
Chiffre d'affaires (000 EUR)	121.354	118.231
Résultat (000 EUR)	36.586	25.503
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,31	1,40
Huile de palme	0,57	0,52
Semences (EUR/1.000)	490	622
Cours moyen IDR/EUR	16.725	15.815
Cours de clôture IDR/EUR	17.308	15.615

Chiffres clés (millions de IDR)	2020	2019
Au 31 décembre	2020	2019
Actifs immobilisés	1.486.341	1.479.168
Actifs circulants	495.666	378.063
Capitaux propres (*)	878.722	888.047
Dettes provisions et tiers (*)	1.103.285	969.184
Résultat de l'exercice	611.893	403.335
Dividende final unitaire brut (USD)	(**)	400
Acompte sur dividende unitaire brut (USD)	450	300
Participation de PNS Ltd S.A. (%)	89,98	89,98

(*) Après acompte sur dividende.

(**) Non connu à ce jour.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Exercices aux 31 décembre 2020 et 2019

(Exprimés en milliers de Roupies, sauf indication contraire)

Taux de change : EUR 1 = IDR

17.308

15.615

<i>ACTIFS</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i> <i>Retraité (*)</i>
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	221.171.710	75.348.923
Créances clients		
Créances commerciales		
Parties liées	17.177.523	15.488.240
Tiers	6.404.928	10.901.906
Autres	5.418.798	4.165.811
Stocks	182.841.918	136.546.513
Actifs d'impôts exigibles	7.702.478	16.970.734
Charges payées d'avance et autres actifs courants	398.963	192.821
Actifs biologiques	108.111.951	86.814.787
TOTAL ACTIFS COURANTS	549.228.269	346.429.735
ACTIFS NON-COURANTS		
Actifs immobilisés	1.428.193.000	1.389.324.106
Droit d'utilisation d'actifs	5.883.396	0
Créances d'impôts	1.789.708	17.802.829
Actifs d'impôts différés	29.564.927	83.656.271
Avances et acomptes sur achat d'actifs immobilisés	8.510.147	14.249.851
Charges à reporter	7.107.994	5.786.363
Autres	11.100	11.100
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	1.481.060.271	1.510.830.520
TOTAL ACTIFS	2.030.288.540	1.857.260.255

(*) La société a révisé ses états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Portrait du Groupe

<i>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</i>	<i>2020</i>	<i>2019 Retraité (*)</i>
PASSIFS		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs - tiers	28.190.404	9.235.663
Autres dettes		
Tiers	9.664.450	6.207.205
Parties liées	8.668.998	8.647.527
Charges à payer	244.139.682	251.183.891
Avances et acomptes recus sur commandes en cours	42.591.769	27.263.353
Produits de loyers constatés d'avance	657.368	692.273
Dettes relatives aux avantages du personnel	89.182.790	82.638.540
Dettes fiscales	161.594.708	28.960.663
TOTAL PASSIFS COURANTS	584.690.168	414.829.115
PASSIFS NON-COURANTS		
Dettes non-courantes relatives aux avantages du personnel	518.594.902	554.383.928
TOTAL PASSIFS	1.103.285.070	969.213.043
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Type A	2.385	2.385
Type B	265	265
Type C	7.947.350	7.947.350
Type D	34.300.000	34.300.000
Total capital	42.250.000	42.250.000
Prime d'émission	3.670.500	3.670.500
Bénéfices reportés		
Affectés à la réserve générale	38.642.844	38.642.844
Non affectés	842.440.126	803.483.868
TOTAL CAPITAUX PROPRES	927.003.470	888.047.212
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	2.030.288.540	1.857.260.255

(*) La société a révisé ses états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Portrait du Groupe

COMPTE DE RÉSULTAT ET LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices aux 31 décembre 2020 et 2019
(Exprimés en milliers de Roupies, sauf indication contraire)

	2020	2019 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.028.406.941	1.869.849.210
COUT DES MARCHANDISES VENDUES	-879.869.066	-955.765.645
MARGE BRUTE	1.148.537.875	914.083.565
Frais de vente	-45.699.393	-51.840.815
Dépenses administratives et autres frais généraux (*)	-389.699.233	-346.121.410
Autres produits	108.402.886	43.904.383
Autres charges	-19.072.221	-13.146.946
Gains (pertes) de variation de juste valeur des actifs biologiques	21.297.164	26.995.219
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	823.767.078	573.873.996
Résultat financier	8.988.503	5.518.594
RESULTAT AVANT IMPOTS	832.755.581	579.392.590
Charge d'impôt	-213.817.952	-157.305.588
RESULTAT NET	618.937.629	422.087.002
Résultat étendu		
Réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi	41.237.060	-18.752.195
TOTAL RESULTAT ETENDU	660.174.689	403.334.807

(*) Ces montants comprennent des tantièmes payés aux administrateurs de PT Socfindo qui sont membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. (2020 = IDR 43.424.440.254 et 2019 = IDR 32.685.253.978).

Portrait du Groupe

SOCFIN-KCD Co Ltd

Capital : KHR 160.000.000.000.

Socfin-KCD est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2020			
Hévéa	3.529	318	3.847

Concessions : 6.659 hectares (y compris les concessions des filiales)

Personnel permanent au 31/12/2020 : 729

Productions (tonnes)	2020	2019
Caoutchouc	5.466	3.722
Chiffre d'affaires (000 EUR)	5.166	3.508
Résultat (000 EUR)	-787	-2.243
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	0,95	0,94
Cours moyen KHR/EUR	4.672	4.539
Cours de clôture KHR/EUR	4.964	4.578

Chiffres clés (millions de KHR)	2020	2019
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	227.492	237.554
Actifs circulants	13.607	7.693
Capitaux propres (*)	130.847	134.525
Dettes provisions et tiers (*)	110.252	110.721
Résultat de l'exercice	-3.679	-10.180
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	100,00	100,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

COVIPHAMA Co Ltd

Capital : KHR 8.640.000.000.

Coviphama est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2020			
Hévéa	1.207	2.073	3.280
Concessions : 5.345 hectares			
Personnel permanent au 31/12/2020 : 162			
		2020	2019
Cours moyen KHR/EUR		4.672	4.539
Cours de clôture KHR/EUR		4.964	4.578

<i>Chiffres clés (millions de KHR)</i>		
Au 31 décembre	2020	2019
Actifs immobilisés	92.203	89.830
Actifs circulants	4.342	7.089
Capitaux propres	-2.125	-1.628
Dettes provisions et tiers	98.670	98.547
Résultat de l'exercice	-497	-2.452
Participation de Socfinasia S.A. (%)	100,00	100,00

Portrait du Groupe

PLANTATION NORD-SUMATRA « PNS » Ltd S.A.

Capital : USD 260.084.774.

PNS Ltd est une société de portefeuille dont les principaux actifs sont une participation de 89,98% dans PT Socfindo, une participation de 100% dans Coviphama Co Ltd ainsi qu'une créance sur cette dernière.

	2020	2019
Cours moyen USD/EUR	1,15	1,12
Cours de clôture USD/EUR	1,23	1,12

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2020	2019
Actifs immobilisés	306.521	306.021
Actifs circulants	1.498	3.021
Capitaux propres (*)	307.993	308.442
Dettes provisions et tiers (*)	26	601
Résultat de l'exercice	33.360	21.050
Résultat distribué	33.808	18.613
Participation de Socfinasia S.A. (%)	99,99	99,99

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINDE S.A.

Capital : EUR 1.250.000

Socfinde S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2020 par une perte de EUR 67.644. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende.

Chiffres clés (milliers d'euros)

<i>Au 31 décembre</i>	2020	2019
Actifs immobilisés	10.512	11.076
Actifs circulants	43.559	109.598
Capitaux propres	5.873	5.941
Dettes provisions et tiers	48.198	114.733
Résultat de l'exercice	-68	269
Participation de Socfinasia S.A. (%)	79,92	79,92

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2020 par un bénéfice de USD 3.758.811. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 4.600.000.

	2020	2019
Cours moyen USD/EUR	1,15	1,12
Cours de clôture USD/EUR	1,23	1,12

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2020	2019
Actifs immobilisés	1.088	1.125
Actifs circulants	36.307	38.511
Capitaux propres (*)	13.484	16.725
Dettes provisions et tiers (*)	23.911	22.912
Résultat de l'exercice	3.759	7.412
Résultat distribué	7.000	6.000
Dividende unitaire brut (USD)	1.321	1.132
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2020 présente un résultat positif de EUR 1.535.347. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 1.000.000.

Chiffres clés (milliers d'euros)

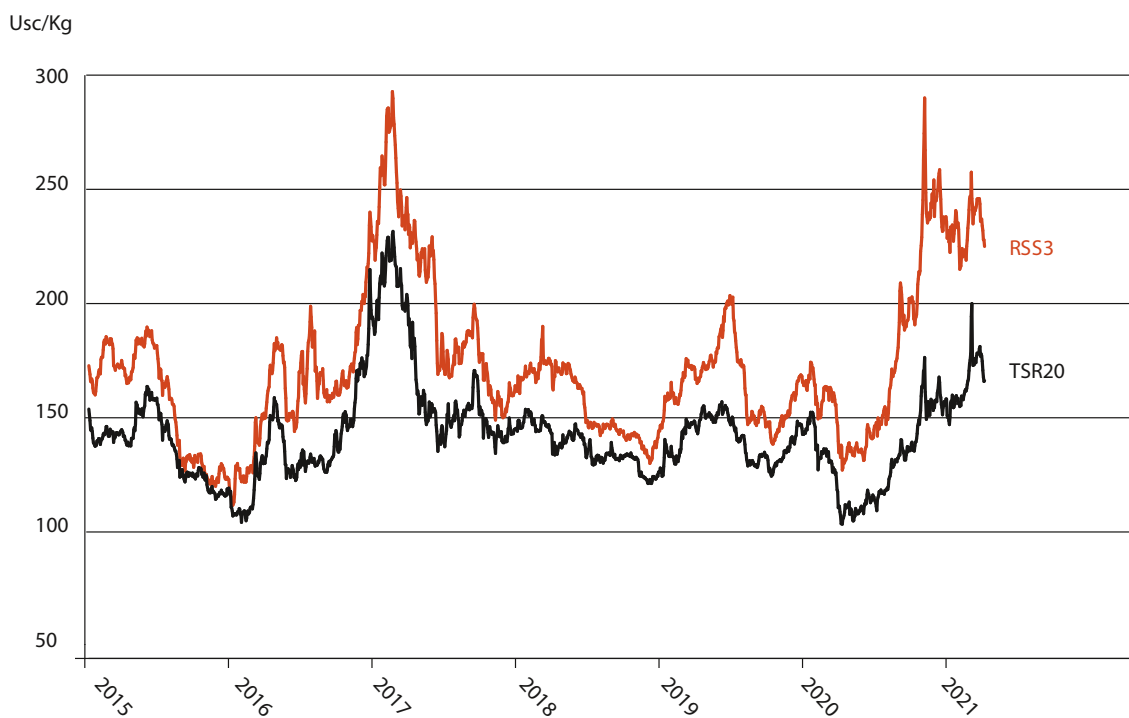
Au 31 décembre	2020	2019
Actifs immobilisés	7.087	3.911
Actifs circulants	12.579	10.801
Capitaux propres (*)	11.310	9.775
Dettes provisions et tiers (*)	8.356	4.937
Ventes et prestations	19.933	20.876
Résultat de l'exercice	1.535	4.227
Résultat distribué	0	4.000
Dividende unitaire brut (EUR)	0,000	3,077
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

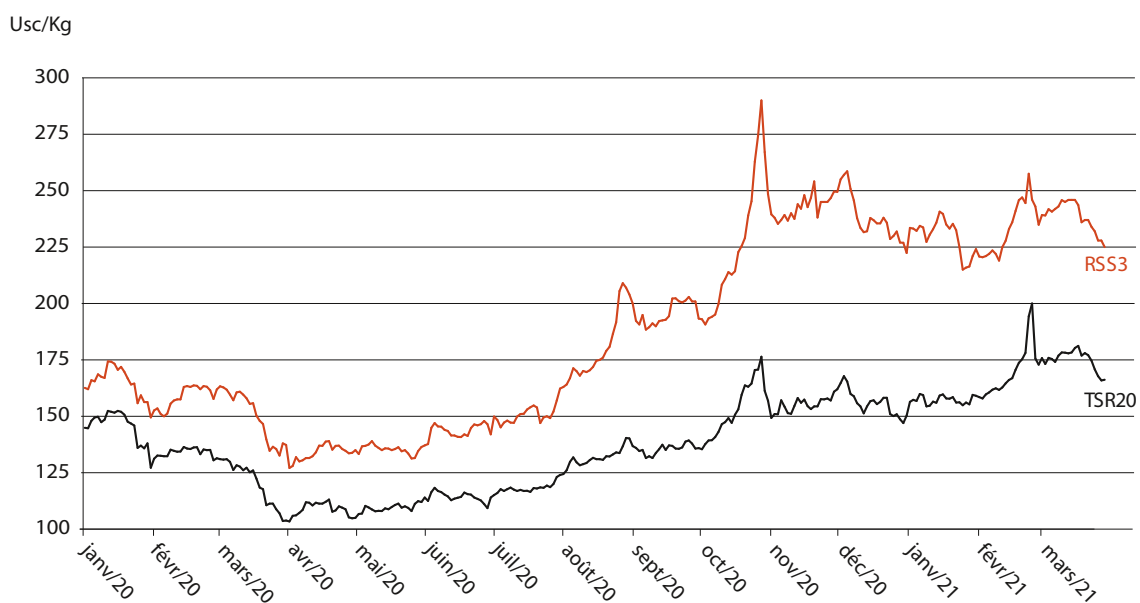
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2020

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2020 est de 1.317 USD/tonne FOB Singapour contre 1.406 USD/tonne en 2019.

Convertie en Euro, la moyenne annuelle des cours en 2020 est de 1.154 EUR/tonne contre 1.256 EUR/tonne en 2019.

Les cours du caoutchouc naturel qui étaient repartis à la hausse fin 2019 ont continué leur progression en début d'année et sont passés brièvement au-dessus des 1.500 USD/tonne au cours du mois de janvier. Plusieurs facteurs ont contribué à la hausse des cours dont notamment, l'approche de l'hivernage, les inquiétudes liées au développement d'une maladie de l'hévéa dans plusieurs régions du Sud-Est asiatique et l'annonce d'un 1^{er} accord commercial entre la Chine et les Etats-Unis.

La hausse des cours a connu un arrêt net avec l'émergence de la Covid-19 en Chine puis au niveau mondial. Les mesures de confinement et la mise à l'arrêt de l'activité industrielle dans de nombreux pays ont provoqué une chute de la demande et des prix des matières premières.

Les cours du caoutchouc naturel n'ont pas été épargnés. Le TSR20 1^{re} position sur SGX est passé de 1.520 USD/tonne à la mi-janvier à un niveau proche des 1.000 USD/tonne FOB Singapour vers la fin du mois de mars.

Tous les secteurs liés à l'industrie automobile ont subi la crise de plein fouet. Suite aux mesures de confinement et à l'arrêt brutal de la demande, la presque totalité des usines de voiture et de pneumatique à travers le monde a été mise à l'arrêt et/ou au mieux, a produit à capacité très réduite.

Perspectives 2021

Les cours du caoutchouc naturel ont continué leur progression en ce début d'année et évoluent actuellement au-dessus des 1.700 USD/tonne.

La demande au niveau mondial est actuellement soutenue dans un contexte de réduction de l'offre à l'approche des périodes d'hivernage dans les pays producteurs.

Ce début d'année se caractérise également par des difficultés logistiques importantes au départ de l'Asie qui créent des problèmes d'approvisionnement en caoutchouc naturel notamment sur l'Europe et les Etats-Unis et poussent les prix à la hausse.

Alors que les pneumaticiens semblent progressivement retrouver leur niveau de production pré-COVID-19, beaucoup d'incertitudes persistent quant à l'évolution du marché du caoutchouc

Avec la fin des premières mesures de confinement, les fabricants automobiles et les pneumaticiens ont progressivement redémarré leurs usines entraînant une reprise de la demande au 3^{ème} trimestre qui s'est sensiblement accélérée au 4^{ème} trimestre.

Dans ce contexte de reprise, les cours du caoutchouc naturel sont repartis à la hausse à partir du mois de juillet. Les perspectives d'amélioration de la demande et la baisse du dollar américain ont eu un effet haussier sur les prix.

La reprise de la demande, particulièrement soutenue en Chine, a coïncidé avec un ralentissement de la production de caoutchouc naturel en Asie du Sud-Est, également impactée par les restrictions liées à la Covid-19.

En effet, les mesures sanitaires prises par les gouvernements ont également perturbé l'accès des saigneurs dans des grands pays producteurs tels que la Thaïlande et la Malaisie. Des cours peu rémunérateurs ont également entraîné une contraction de l'offre au départ de certaines origines. A cela s'ajoute le facteur climatique « La Niña » qui a également impacté la production de caoutchouc naturel en Asie du Sud-Est.

Les cours du caoutchouc naturel ont atteint leur plus haut niveau de l'année à 1.764 USD/tonne à la fin du mois d'octobre, poussés par les fonds spéculatifs et ceci, juste avant de dénouer leurs positions à l'approche des élections américaines provoquant une correction du marché à des niveaux proches des 1.500 USD/tonne.

Le TSR20 1^{re} position FOB Singapour sur SGX a clôturé l'année 2020 à 1.503 USD/tonne.

naturel. L'évolution de la situation sanitaire au niveau mondial reste toujours très incertaine.

Dans ses dernières prévisions datées de décembre 2020, l'IRSG (International Rubber Study Group) estime désormais la production mondiale de caoutchouc naturel en 2020 à 12,94 millions de tonnes, en baisse de plus de 5% par rapport à 2019 et la consommation mondiale à 12,70 millions de tonnes, en baisse de près de 7% par rapport à 2019.

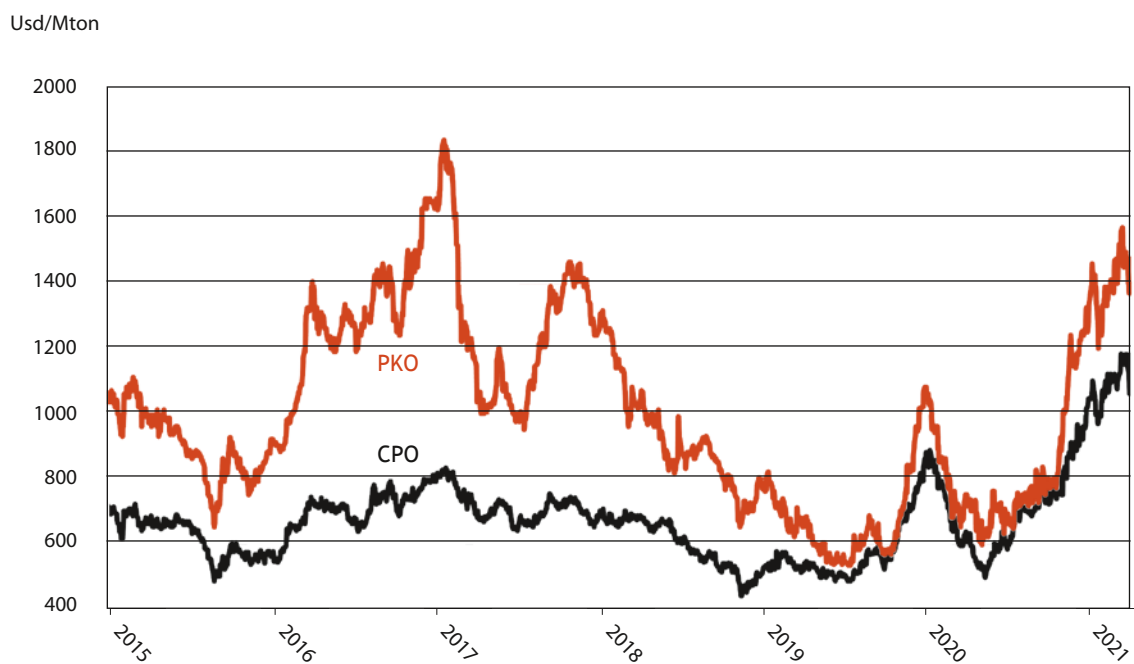
L'IRSG estime la production mondiale de caoutchouc naturel en 2021 à 13,51 millions de tonnes et la consommation mondiale à 13,41 millions de tonnes.

Le TSR20 1^{re} position FOB Singapour sur SGX cote au 11 mars 2021 à 1.783 USD/tonne.

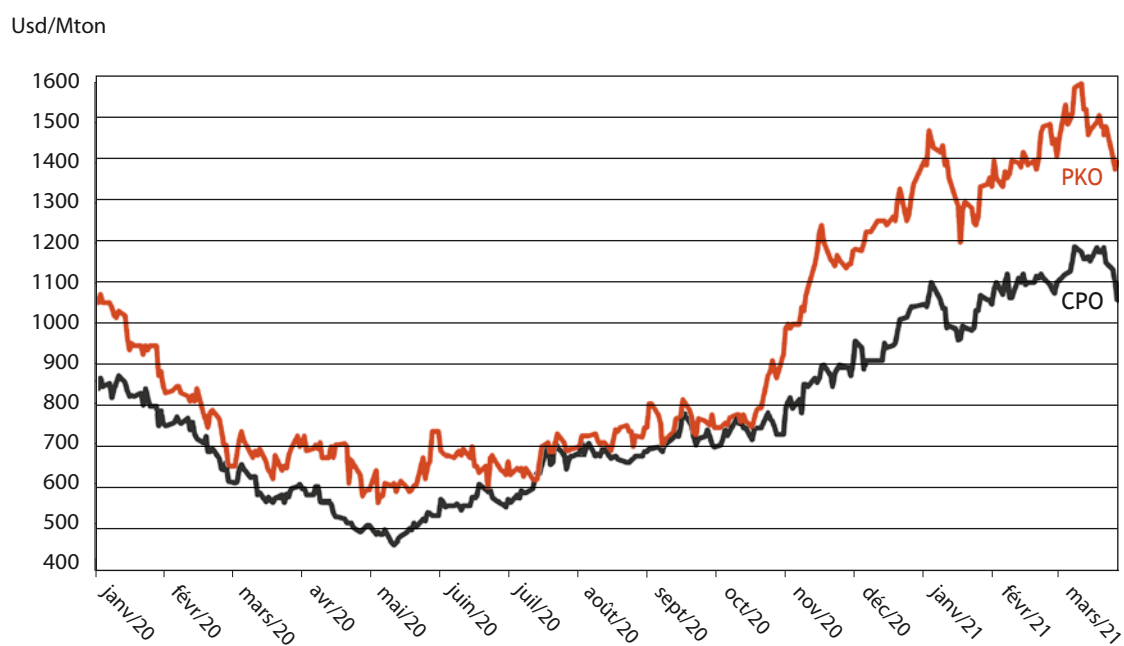
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2021 (*)	2020 (*)	2019	2018	2017	2016	2015	2005	1995
Indonésie	45,4	42,3	44,2	41,6	36,8	32,1	33,4	14,1	4,2
Malaisie	18,8	19,1	19,9	19,5	19,9	17,3	20,0	15,0	7,8
Autres	12,8	12,4	12,4	11,9	11,2	9,5	9,1	4,8	3,2
TOTAL	77,0	73,8	76,5	73,0	67,9	58,9	62,5	33,9	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2020 à sept 2021 (*)	2020 (*)	2019	2018	2017	2016	2015	2005	1995
Palme	77,0	73,8	76,5	73,0	67,9	58,9	62,5	33,9	15,2
Soja	60,0	58,0	56,8	56,8	53,9	51,5	48,8	33,6	20,2
Colza	25,9	25,2	24,9	25,6	25,4	25,0	26,3	16,2	10,8
Tournesol	18,9	21,4	20,7	19,0	19,0	16,4	15,1	9,7	8,7
Coton	4,4	4,6	4,6	4,7	4,2	4,1	4,7	5,0	3,9
Arachide	4,0	3,9	3,7	4,0	4,2	3,7	3,7	4,5	4,3
Palmiste	8,1	7,8	8,1	7,7	7,2	6,4	6,8	4,0	2,0
Coprah	2,8	2,6	2,9	2,9	2,4	2,7	2,9	3,2	3,3
TOTAL	201,1	197,3	198,2	193,7	184,2	168,7	170,8	110,1	68,4

(*) Estimation.

Le marché international en 2020

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2020 est de 715 USD/tonne contre 566 USD/tonne en 2019, qui était la moyenne annuelle la plus basse depuis 2006.

L'année 2019 avait en effet été marquée par la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine qui avait fortement perturbé la majorité des marchés des matières premières. Dans le même temps, les stocks d'huiles végétales dans le monde sont restés élevés une grande partie de l'année, pesant de façon négative sur les prix.

Les cours de l'huile de palme ont cependant connu un très net rebond fin 2019-début 2020 portés notamment par les annonces faites par la Malaisie et l'Indonésie d'augmenter leur consommation d'huile de palme pour la fabrication de biodiesel dès 2020 (B20 en Malaisie et B30 en Indonésie). Ces annonces ont coïncidé avec un ralentissement de l'offre dans les pays producteurs.

Les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam s'échangeaient vers la mi-janvier 2020 aux alentours des 850 USD/tonne. La hausse des cours a connu un coup d'arrêt lorsque l'Inde, 1^{er} importateur mondial d'huile de palme, a annoncé vouloir boycotter les importations d'huile en provenance de Malaisie sur fond de tensions géopolitiques entre les deux pays.

Peu de temps après, c'est l'émergence de la Covid-19 en Chine puis au niveau mondial qui a entraîné les cours de l'huile de palme dans une spirale baissière.

La chute des cours du pétrole, qui s'échangeaient à près de 70 USD le baril début janvier et qui sont momentanément passés sous la barre des 30 USD le baril en avril, a également impacté la demande d'huile de palme pour la fabrication de biodiesel.

Les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont touché leur plus bas niveau de l'année vers la mi-mai et sont passés brièvement sous le seuil des 500 USD/tonne.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

La demande d'huile de palme est repartie à la hausse avec la fin des mesures de confinement. Dans le même temps, la Covid-19 a également impacté l'offre d'huile de palme. Les restrictions de circulation ont en effet entraîné des problèmes de main d'œuvre dans certaines régions d'Asie du Sud-Est entravant le processus de récolte. A cela s'ajoute une baisse des rendements provoquée par une réduction de l'utilisation des engrais et par un possible vieillissement de certains vergers, conséquence directe des bas niveaux de prix depuis 3 ans.

Les pays producteurs d'Asie du Sud-Est ont également été touchés par de fortes précipitations au dernier trimestre 2020, suite au facteur climatique « La Niña » qui a provoqué un ralentissement de la production d'huile de palme.

Dans ses dernières prévisions datées du mois de février 2021, Oil World estime désormais que la production mondiale d'huile de palme, après avoir augmenté de

5 millions de tonnes en 2018 et de plus de 3 millions de tonnes en 2019, aurait baissé d'environ 2,7 millions de tonnes en 2020.

Depuis le mois de septembre, l'huile de palme a par ailleurs bénéficié de la hausse des cours du soja, portés par une très forte demande de la Chine pour le soja américain et par des conditions climatiques défavorables en Amérique du Sud.

Dans le même temps, les exportations d'huile de palme vers l'Inde, la Chine ou le Pakistan se sont intensifiées, accentuant la pression sur les stocks des pays producteurs.

Les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam ont ainsi connu un rebond spectaculaire depuis le mois de juin 2020 et ont clôturé au 31 décembre 2020 aux alentours des 1.050 USD/tonne, soit une progression de près 110% par rapport à leur plus bas niveau annuel du mois de mai.

Perspectives 2021

Selon Oil World, la production d'huile de palme devrait augmenter de façon significative en 2021 et pourrait atteindre 77 millions de tonnes.

Cependant, la pression actuelle sur les stocks, à leur plus bas niveau depuis 3 ans, reste forte et devrait continuer de donner du support aux cours de l'huile de palme dans les prochains mois. A cela s'ajoutent la hausse des cours du pétrole et des problèmes climatiques qui perturbent les récoltes de soja en cours en Amérique du Sud.

Les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cote au 11 mars 2021 aux alentours des 1.125 USD/tonne.

Environnement et responsabilité sociale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2020.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le rapport annuel de développement durable est également disponible sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2020			
Immatures (par année de planting)			
2020		189	1.214
2019		155	1.872
2018		215	1.931
2017		80	0
2016		169	0
2015		976	0
2014		1.065	0
2013		211	0
2012		9	0
2011		327	0
Total		3.396	5.017
Jeunes	(de 6 à 11 ans)	6.522	(de 3 à 7 ans) 5.792
Matures	(de 12 à 22 ans)	4.138	(de 8 à 18 ans) 12.061
Vieux	(plus de 22 ans)	357	(plus de 18 ans) 15.858
Total en production		11.017	33.711
TOTAL		14.413	38.728

Superficies (hectares)	2020	2019	2018	2017	2016
Palmier	38.727	38.447	39.476	39.194	38.669
Hévéa	14.414	14.829	15.655	15.994	16.524
TOTAL	53.141	53.276	55.131	55.188	55.193

Production	2020	2019	2018	2017	2016
Huile de palme (tonnes)					
Production propre	182.577	189.462	194.705	196.814	181.247
Achats aux tiers	0	0	0	0	172
Caoutchouc (tonnes)					
Production propre	15.110	15.123	15.142	14.702	13.590
Semences (milliers)					
Production propre	8.042	6.308	14.875	14.149	16.064

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2020	2019 Retraité	2018	2017	2016
Palmier	104,5	98,4	98,4	127,5	115,2
Hévéa	18,1	19,4	17,4	25,0	16,7
Autres produits agricoles	3,9	3,9	9,5	9,1	11,6
TOTAL	126,5	121,7	125,3	161,6	143,5

Personnel	2020	2019	2018	2017	2016
Effectifs moyens	10.363	10.567	10.885	11.033	11.232

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'euros)	2020	2019 Retraité	2018 Retraité	2017	2016
Chiffre d'affaires	127	122	125	162	144
Résultat opérationnel	31	21	36	40	39
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	16	15	24	25	25
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	36	25	8	13	82
Flux de trésorerie libre*	25	12	-12	-9	67

* Flux de trésorerie libre = flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles + flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'euros)	2020	2019 Retraité	2018 Retraité	2017	2016
Actifs biologiques producteurs	107	117	110	104	118
Autres actifs non-courants	154	87	85	86	93
Actifs courants	75	143	148	165	192
Capitaux propres totaux	247	255	253	244	258
Passifs non-courants	37	45	38	36	39
Passifs courants	52	47	51	75	106

Données boursières

(euros)	2020	2019 Retraité	2018 Retraité	2017	2016
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260	19.594.260	19.594.260	19.594.260
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	241.466.671	247.709.358	246.510.612	237.074.123	248.302.670
Résultat net par action non diluée	0,84	0,73	1,44	1,26	1,27
Dividende par action	0,80	0,80	0,90	1,00	1,00
Cours de bourse					
minimum	11,10	11,70	12,60	19,00	15,60
maximum	17,80	16,40	20,40	24,39	21,70
clôture	14,50	16,30	12,60	20,00	21,11
Capitalisation boursière (*)	284.116.770	319.386.438	246.887.676	391.885.200	413.634.829
Dividendes distribués/résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	95,36%	109,27%	62,50%	79,17%	78,75%
Dividendes/capitalisation boursière	5,52%	4,91%	7,14%	5,00%	4,74%
Cours de bourse/résultat net par action non diluée	17,28	22,26	8,75	15,83	16,62

(*) La capitalisation boursière résulte de la multiplication du nombre d'actions par le cours de bourse à la clôture.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinasia S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Charte de gouvernance d'entreprise

Le Conseil d'Administration a adopté la charte de gouvernance d'entreprise en date du 21 novembre 2018. Elle a été mise à jour le 17 mars 2021 et est disponible sur le site web du Groupe.

3. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président ^(a)	AGO 1980	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur ^(a)	AGE 1990	AGO 2024
M. Cyrille Bolloré	Française	1985	Administrateur ^(a)	AGO 2019	AGO 2025
M. Philippe de Traux	Belge	1951	Administrateur ^(b) Secrétaire Général	AGO 2008	AGO 2026
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur ^(b)	AGO 2008	AGO 2026
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Wolfgang Ullens	Belge	1977	Administrateur ^(b)	AGO 1997	AGO 2023
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur ^(b)	AGO 2014	AGO 2026
M. Philippe Fabri	Belge	1988	Administrateur ^(b)	AGO 2018	AGO 2024
Mme Valérie Hortefeux	Française	1967	Administrateur ^(c)	AGO 2019	AGO 2025

^(a) Administrateur dépendant non-exécutif

^(b) Administrateur dépendant exécutif

^(c) Administrateur indépendant

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, Administrateur sortant, est rééligible. Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de renouveler ce mandat pour une durée de six ans.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » et Socfinasia.
- Administrateur du Conseil d'Administration de Socfinaf.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Financière de l'Odet SE, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président directeur général de Financière de l'Odet SE ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Censeur de Vivendi ;
- Administrateur de Financière de l'Odet SE ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations SE aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière Moncey, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations SE au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Cyrille Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations SE au Conseil d'Administration de Socfinaf.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré SE ;
- Président du Directoire de Compagnie du Cambodge ;
- Vice-Président de Financière de l'Odet SE ;
- Administrateur de Bolloré SE, Financière de l'Odet SE et Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil de Financière Moncey ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi SE.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm », Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur de Socfinaf ;
- Administrateur de Socfinasia ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia ;
- Administrateur délégué de Socfinaf.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Philippe Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia ;
- Administrateur délégué de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de Palmeraies de Mopoli.

Valérie Hortefeux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Mediobanca et Financière de l'Odet SE.

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2020, le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois.

Rapport de gestion ;

Projets d'investissement ;

Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;

Mouvements de portefeuille ;

Inventaire et évaluation du portefeuille ;

Evolution des participations significatives ;

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2020 : 100%

- 2019 : 91%

- 2018 : 96%

- 2017 : 91%

- 2016 : 90%

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

4. Les Comités du Conseil d'Administration

4.1 Comité d'Audit

Le Comité est composé de trois membres dont deux indépendants et l'un d'eux a été désigné en qualité de Président du Comité d'Audit. Le mandat est d'une durée d'un an et les membres sont rééligibles. Ce Comité d'Audit, ainsi composé, est effectif avec effet à la date du 1er janvier 2021 et a été en charge de la supervision de l'élaboration de l'information financière concernant l'année 2020.

Le Conseil d'Administration a proposé de le constituer de la manière suivante :

- ✓ Madame Valérie Hortefeux (administratrice indépendante) - Présidente
- ✓ Monsieur Frédéric Lemaire (membre indépendant)
- ✓ Monsieur Philippe Fabri (administrateur)

La nomination des membres non administrateurs sera confirmée au cours de l'Assemblée Générale des actionnaires du 25 mai 2021.

Le Comité d'Audit assiste le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se charge du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, du suivi du processus d'audit, de l'analyse et du contrôle des risques financiers.

Le Comité d'Audit se réunit trois fois par an.

4.2 Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinasia S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

5. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. au titre de l'exercice 2020 s'élève à EUR 4.625.964 contre EUR 4.089.283 pour l'exercice 2019.

Les Administrateurs de Socfinasia S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

6. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	11.324.179	57,79	01/02/2017
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	200	0,001	22/10/2018
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	3.358.100	17,138	22/10/2018
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	1.002.500	5,116	22/10/2018
Total Bolloré Participations direct et indirect	4.360.800	22,255	

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

7. Calendrier financier

25 mai 2021	Assemblée Générale Ordinaire à 11h
9 juin 2021	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2020 (coupon n° 80)
Fin septembre 2021	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2021
Mi-novembre 2021	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3ème trimestre 2021
Fin mars 2022	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2021
Fin avril 2022	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2021
Mi-mai 2022	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1er trimestre 2022
31 mai 2022	Assemblée Générale Ordinaire à 11h

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

8. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé

Ernst & Young S.A " EY "
35E Avenue John F. Kennedy
L-1855 Luxembourg.

En 2020, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 194.761 TVAC.

Les honoraires d'audit comprennent le total des honoraires d'audit versés au réviseur du Groupe ainsi qu'aux sociétés membres de leur réseau pour la période. Aucune prestation de consultance ou autres services non-audit n'ont été rendus par ces sociétés en 2020.

9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence. Un plan d'implémentation annuel de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2020.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »). La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

10. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes

d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe Fabri, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 préparés suivant les normes internationales d'informations financières telles qu'adoptées par l'Union Européenne, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de la société Socfinasia et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 25 mai 2021

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 intègrent aux comptes annuels de Socfinasia S.A., toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinasia S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2020 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2020, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 16,4 millions d'euros contre 14,3 millions d'euros en 2019. Il en résulte un bénéfice net par action « Part du Groupe » de 0,84 euro contre 0,73 euro en 2019.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 126,5 millions d'euros en 2020 contre 121,7 millions d'euros en 2019 (+4,8 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte notamment de la hausse des prix (+20,4 millions d'euros), de la baisse des quantités vendues (-8,5 million d'euros) et des variations de la roupie indonésienne par rapport à l'euro (-7,1 millions d'euros).

Dans la même tendance, le résultat opérationnel s'inscrit à 31,1 millions d'euros contre 20,9 millions d'euros en 2019.

Les autres produits financiers sont en hausse à 4,9 millions d'euros contre 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2019. Il s'agit essentiellement des intérêts sur avance à long terme envers Socfinaf pour 3,4 millions d'euros. Les charges financières s'établissent à 6,9 millions d'euros contre 1,7 millions d'euros au 31 décembre 2019. Il s'agit principalement de pertes de change pour 4,2 millions d'euros.

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 11,0 millions d'euros contre 9,7 millions d'euros en 2019.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en baisse à 1,8 millions d'euros contre 6,1 millions d'euros en 2019.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinasia S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 261,4 millions d'euros contre 204,1 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 57,3 millions d'euros due principalement à une avance à long terme de 80,0 millions d'euros à Socfinaf, atténuée par une baisse de la valeur des actifs biologiques producteurs pour 9,8 millions d'euros ainsi qu'une baisse de la valeur des immobilisations corporelles pour 5,8 millions d'euros ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 74,7 millions d'euros contre 143,4 millions d'euros au 31 décembre 2019. Cette baisse est principalement due au transfert en avance à long terme d'une créance sur Socfinaf de 80 millions d'euros. La valeur des stocks baisse de 6,5 millions d'euros. La trésorerie est en hausse de 7,2 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 241,5 millions d'euros contre 247,7 millions d'euros en 2019. Cette baisse des fonds propres de 6,3 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+16,4 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-15,7 millions d'euros, solde 2019 et acompte 2020 inclus) et de la variation de la réserve pour écart de conversion (-8,7 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » (avant distribution du solde du dividende) de 12,32 euros contre 12,64 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2020, le cours de bourse s'élève quant à lui à 14,50 euros.

Rapport de gestion consolidé

Les passifs courants et non-courants sont en baisse à 88,9 millions d'euros contre 92,8 millions d'euros un an plus tôt. Les passifs d'impôts exigibles passent de 1,9 millions d'euros à 10,0 millions d'euros. Les dettes du cash pooling envers les sociétés hors périmètre s'élèvent à 17,8 millions d'euros contre 21,0 millions d'euros un an plus tôt.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2020, la trésorerie nette s'élève à 19,8 millions d'euros en hausse de 7,2 millions d'euros sur l'exercice (contre une baisse de 5,6 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 35,9 millions d'euros durant l'exercice 2020 (25,4 millions d'euros en 2019) et la capacité d'autofinancement à 54,8 millions d'euros contre 42,7 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 11,1 millions d'euros (13,5 millions d'euros en 2019) et les opérations de financement 16,6 millions d'euros (17,8 millions d'euros en 2019), dont 19,4 millions d'euros de dividendes (18,1 millions d'euros en 2019).

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société (voir notes 22 et 33).

PERSPECTIVES 2021

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc, de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Étant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement post-clôture important concernant le Groupe n'est à signaler.

IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

Outre les mesures sanitaires prises par le Groupe et décrites dans le rapport de développement durable, le Groupe a, au début de la crise du Covid-19, limité la saignée des hévéas aux parcelles les plus productives. Il en résulte une production de caoutchouc propre inférieure de 17% au budget.

Cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact sur l'activité huile de palme.

Rapport de gestion consolidé

Les prévisions financières de la Société et de ses filiales directes et indirectes pour les exercices 2021 et 2022, les niveaux soutenus des prix de marchés dans cette première partie de l'année, indiquent que l'activité générera des liquidités suffisantes pour faire face aux obligations du Groupe et assurer la perspective de continuité de l'exploitation.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Des informations complémentaires sur la manière dont ces règles sont implémentées sont disponibles dans la déclaration sur la gouvernance d'entreprise du rapport annuel ainsi que dans le rapport de gestion des comptes sociaux de la Société.

SYSTÈME GÉNÉRAL DE CONTRÔLE INTERNE ADAPTÉ AUX SPÉCIFICITÉS DES ACTIVITÉS DU GROUPE

Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier, la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

Rapport de gestion consolidé

Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales. Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés.

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINASIA S.A. et de ses filiales (le "Groupe") comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2020 ainsi que l'état du résultat global consolidé, l'état consolidé des variations dans les capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISAs sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états

financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre sujet

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2019 ont été audités par un autre Réviseur d'Entreprises Agréé qui a émis une opinion non-modifiée sur ces états financiers consolidés le 9 avril 2020.

Observation

Nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers consolidés, qui décrit les conséquences des erreurs et des reclassifications des exercices antérieurs à 2020 selon la norme IAS 8. Cette observation ne modifie pas notre opinion.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Pertes de valeur sur actifs biologiques

Risque identifié

Au 31 décembre 2020, la valeur des actifs biologiques du Groupe s'élève à 107 millions d'euros pour un total d'actifs de 336 millions d'euros.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Le Groupe possède des actifs biologiques en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques principalement constitués de plantations de palmier à huile et d'hévéas sont évalués selon les principes définis dans la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles ». Ces actifs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

La note 25 « Dépréciations d'actifs » de l'annexe des états financiers consolidés décrit la méthodologie mise en œuvre par la Direction du Groupe pour vérifier s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture. Lorsqu'un tel indice est identifié, la direction du Groupe détermine la valeur recouvrable desdits actifs biologiques et détermine ainsi la perte de valeur qui sera comptabilisée le cas échéant.

L'indice de perte de valeur retenu par le Groupe est une baisse des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) à la date de clôture supérieure à 15% par rapport à une moyenne des valeurs sur cinq ans. Le Groupe compare également la moyenne sur six mois ainsi que la moyenne sur les douze derniers mois de ces cours à la moyenne de ces mêmes valeurs sur cinq ans.

Pour l'huile de palme qui est vendue principalement sur les marchés locaux, le Groupe étudie également les prix de vente locaux, considérant qu'une baisse de ces prix à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur.

En complément de ces facteurs externes, le Groupe analyse les indicateurs de performance internes suivants :

- Spécificités du marché local (évolution de l'offre et de la demande, ...);
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de marché. La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets actualisés et implique des jugements importants de la direction du Groupe notamment sur les prévisions financières et sur le choix des taux d'actualisation.

Nous avons considéré que la valeur des actifs biologiques est une question clé de l'audit en raison :

- de leur importance par rapport à l'ensemble des actifs du Groupe ;
- de l'appréciation de l'existence d'un indice de perte de valeur ;
- de la détermination de leur valeur recouvrable qui fait appel à des jugements et estimations importants.

Réponse d'audit apportée

Afin d'apprécier le caractère raisonnable des indices de pertes de valeur et le cas échéant, déterminer la valeur recouvrable des actifs biologiques, nous avons réalisé les procédures d'audit suivantes :

- Evaluer la conformité de la méthodologie appliquée par la direction du Groupe avec les dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs » ;
- Analyser les modalités de mise en œuvre de cette méthodologie en portant une attention particulière aux indices de perte de valeur pris en compte ;
- Analyser le caractère exhaustif de l'identification des indicateurs de pertes de valeur :
 - o Evaluer les analyses effectuées par la direction du Groupe pour identifier l'existence d'indice de perte de valeur en comparant les données sous-jacentes des analyses aux données sources;
 - o Comparer l'évolution des taux de rendement à l'hectare ; et
 - o Superviser les travaux d'audit des auditeurs des filiales significatives afin d'identifier d'éventuels indices de perte de valeur, en s'assurant notamment que des visites sur les sites des plantations ont été effectuées ;
- En cas d'identification d'un indice de perte de valeur, nous avons :
 - o Evaluer la pertinence de la méthodologie appliquée afin de déterminer la valeur recouvrable des actifs biologiques et du caractère raisonnable de l'éventuelle perte de valeur comptabilisée ;
 - o Analyser la cohérence des projections de flux de trésorerie afin de déterminer le calcul de la valeur d'utilité ;
 - o Evaluer la raisonnable des hypothèses et des données utilisées par la direction du Groupe ; et
 - o Réconcilier les principales données utilisées dans le modèle aux informations auditées par les auditeurs de filiales significatives.
- Evaluer si les informations requises par la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs » concernant les actifs

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

biologiques sont bien présentées dans les notes aux comptes consolidés.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion consolidé et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers consolidés.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration et des responsables du gouvernement d'entreprise pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre

indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 26 mai 2020 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est d'un an.

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise présentée aux pages 26 à 31 relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

Luxembourg, le 30 avril 2021

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Yves Even

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2020	31/12/2019 Retraité (*)	01/01/2019 Retraité (*)
ACTIFS	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants				
Droits d'utilisation d'actifs	4	958.149	1.207.625	1.275.004
Immobilisations incorporelles	5	208.262	284.094	326.574
Immobilisations corporelles	6	40.157.598	45.999.098	46.465.610
Actifs biologiques producteurs	7	107.369.830	117.122.614	109.564.244
Participations dans des entreprises associées	9	20.600.069	22.557.385	21.720.079
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	10	584.990	633.987	667.448
Avances à long terme	11	80.387.666	3.170.663	2.743.571
Actifs d'impôts différés	12	3.557.425	4.944.613	4.269.375
Autres actifs non-courants		7.600.000	8.200.000	8.200.000
		261.423.989	204.120.079	195.231.905
Actifs courants				
Stocks	13	11.766.833	18.312.845	21.274.302
Créances commerciales	14	1.994.383	4.174.869	3.441.405
Autres créances	15	40.157.782	107.399.734	104.321.473
Actifs d'impôts exigibles	16	980.690	883.837	1.132.080
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	19.832.116	12.592.654	18.212.041
		74.731.804	143.363.939	148.381.301
TOTAL ACTIFS		336.155.793	347.484.018	343.613.206

(*) Se référer à la note 3.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés

		31/12/2020	31/12/2019 Retraité (*)	01/01/2019 Retraité (*)
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<i>Capitaux propres part du Groupe</i>				
Capital souscrit	18	24.492.825	24.492.825	24.492.825
Réserve légale	19	2.449.283	2.449.283	2.506.250
Réserves consolidées		323.270.534	322.877.350	316.502.071
Ecart de conversion		-125.183.537	-116.455.441	-120.527.335
Résultat de l'exercice		16.437.566	14.345.341	23.268.327
		241.466.671	247.709.358	246.242.138
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>8</i>	<i>5.748.692</i>	<i>6.972.073</i>	<i>6.934.812</i>
<i>Capitaux propres totaux</i>		247.215.363	254.681.431	253.176.951
<i>Passifs non-courants</i>				
Passifs d'impôts différés	12	1.806.032	1.693.390	1.127.920
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	20	35.114.910	42.474.505	36.834.183
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location	4	394.600	1.295.694	1.269.283
		37.315.542	45.463.589	39.231.386
<i>Passifs courants</i>				
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	4	24.036	25.938	108.361
Dettes commerciales		4.418.226	3.539.458	3.681.819
Passifs d'impôts exigibles	16	10.048.388	1.948.383	2.165.591
Provisions		72.545	78.660	78.271
Autres dettes	21	37.061.693	41.746.559	45.170.827
		51.624.888	47.338.998	51.204.869
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		336.155.793	347.484.018	343.613.206

(*) Se référer à la note 3.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2020	2019
			Retraité (*)
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	32	126.520.057	121.738.447
Production immobilisée		1.239.801	2.200.391
Variation de stocks des produits finis et des travaux en cours		-4.324.601	-4.978.123
Autres produits opérationnels		5.264.861	7.787.939
Matières premières et consommables utilisés		-12.013.109	-14.129.944
Autres charges externes		-11.375.578	-13.244.352
Frais de personnel	23	-50.861.528	-51.688.737
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	24	-12.412.405	-11.230.829
Autres charges opérationnelles		-10.946.517	-15.555.717
Résultat opérationnel		31.090.981	20.899.076
Autres produits financiers	26	4.860.689	2.070.161
Plus-values sur cessions d'actifs		52.272	30.855
Moins-values sur cessions d'actifs		-446.572	-522.871
Charges financières	27	-6.912.388	-1.726.740
Résultat avant impôts		28.644.982	20.750.481
Charge d'impôts sur le résultat	28	-11.001.332	-9.660.672
Charge d'impôts différés	28	-347.544	-565.480
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	1.765.112	6.084.418
Résultat net de l'exercice		19.061.218	16.608.746
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		2.623.652	2.263.406
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		16.437.566	14.345.341
Résultat net par action non dilué	29	0,84	0,73
Nombre d'actions Socfinasia S.A.		19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué		0,84	0,73
Résultat net par action dilué		0,84	0,73

(*) Se référer à la note 3.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2020	2019
			Retraité (*)
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		19.061.218	16.608.746
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	20	3.161.077	-1.580.934
Impôts sur les pertes et gains actuariels		-695.437	395.233
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global avant impôts	22	-48.997	-33.461
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		12.220	9.061
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>2.428.863</i>	<i>-1.210.101</i>
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		-9.224.454	4.370.087
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		-237.695	-187.760
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>-9.462.149</i>	<i>4.182.327</i>
Total des autres éléments du résultat étendu		-7.033.286	2.972.226
Résultat étendu		12.027.932	19.580.972
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		2.594.994	2.438.130
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		9.404.265	17.142.843

(*) Se référer à la note 3.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2020	2019
			Retraité (*)
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		16.437.566	14.345.341
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		2.623.652	2.263.406
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	9	-1.765.112	-6.084.418
Dividendes des entreprises associées	9	3.302.248	5.046.264
Juste valeur de la production agricole	13	4.806.752	3.660.462
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie		2.941.770	-210.777
Dotations et reprises aux amortissements et réductions de valeur	24	12.412.405	11.230.828
Provisions et autres charges		2.264.700	1.695.223
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		394.299	492.017
Charge d'impôts	28	11.348.876	10.226.151
Capacité d'autofinancement		54.767.156	42.664.494
Intérêts payés - reçus			
	26, 27	-3.288.408	-455.357
Impôts payés			
	28	-11.001.331	-9.660.672
Variation de stocks		151.135	562.420
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-11.555.857	-2.665.803
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		7.056.036	-5.948.157
Variation des produits/charges constatées d'avance		-267.488	912.305
Variation du besoin en fonds de roulement		-4.616.174	-7.139.235
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		35.861.243	25.409.230
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-17.885	-29.309
Acquisitions d'immobilisations corporelles et actifs biologiques producteurs	6, 7	-12.685.358	-13.490.198
Cessions d'immobilisations corporelles		1.074.313	485.045
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		564.241	-429.555
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-11.064.689	-13.464.017
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-15.675.408	-15.675.408
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-3.756.823	-2.467.389
Remboursements d'emprunts		1.974	-1.884
Remboursements de dettes liées aux contrats de location		-504.552	-112.736
Intérêts payés - reçus		3.288.408	455.357
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-16.646.401	-17.802.060
Incidence des écarts de conversion		-910.690	237.460
Variation nette de trésorerie		7.239.463	-5.619.387
Trésorerie au 1er janvier	17	12.592.654	18.212.041
Trésorerie au 31 décembre	17	19.832.116	12.592.654
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		7.239.462	-5.619.387

(*) Se référer à la note 3.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1er janvier 2019	24.492.825	2.506.250	-120.513.264	342.333.775	248.819.586	7.057.614	255.877.200
Impact de l'application de la norme IFRS 16 : Contrats de location (note 4)				-268.474	-268.474	-4.955	-273.429
Situation au 1er janvier 2019 - ajusté	24.492.825	2.506.250	-120.513.264	342.065.301	248.551.112	7.052.659	255.603.771
Retraitement des comptes d'ouverture (note 3)			-14.071	-2.294.903	-2.308.974	-117.847	-2.426.821
Situation au 1er janvier 2019 - Retraité (*)	24.492.825	2.506.250	-120.527.335	339.770.398	246.242.138	6.934.812	253.176.950
Résultat de l'exercice				14.345.341	14.345.341	2.263.406	16.608.747
Pertes et gains actuariels				-1.067.132	-1.067.132	-118.569	-1.185.701
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu				-19.500	-19.500	-4.900	-24.400
Ecarts de conversion des entités contrôlées			4.071.894	0	4.071.894	298.193	4.370.087
Transfert entre réserves		-56.967		56.967	0	0	0
Variation du résultat étendu des entreprises associées				-187.760	-187.760	0	-187.760
Résultat étendu		-56.967	4.071.894	13.127.917	17.142.843	2.438.131	19.580.973
Dividendes (note 30)				-9.797.130	-9.797.130	-1.064.198	-10.861.328
Acomptes sur dividendes				-5.878.278	-5.878.278	-1.336.672	-7.214.950
Autres variations				-215	-215	0	-215
Transactions avec les actionnaires				-15.675.623	-15.675.623	-2.400.870	-18.076.493
Situation au 31 décembre 2019 - Retraité (*)	24.492.825	2.449.283	-116.455.441	337.222.691	247.709.357	6.972.073	254.681.429
Situation au 1er janvier 2020	24.492.825	2.449.283	-116.455.441	337.222.691	247.709.357	6.972.073	254.681.429
Résultat de l'exercice				16.437.566	16.437.566	2.623.652	19.061.218
Pertes et gains actuariels			28.672	1.990.553	2.019.225	446.415	2.465.640
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu				-29.391	-29.391	-7.386	-36.777
Ecarts de conversion des entités contrôlées			-8.756.768	0	-8.756.768	-467.686	-9.224.454
Variation du résultat étendu des entreprises associées				-237.695	-237.695	0	-237.695
Résultat étendu		0	-8.728.096	18.161.033	9.432.937	2.594.994	12.027.932
Dividendes (note 30)				-9.797.130	-9.797.130	-1.912.579	-11.709.709
Acomptes sur dividendes				-5.878.278	-5.878.278	-1.905.798	-7.784.076
Autres variations				-216	-216	0	-216
Transactions avec les actionnaires				-15.675.624	-15.675.624	-3.818.377	-19.494.001
Situation au 31 décembre 2020	24.492.825	2.449.283	-125.183.537	339.708.101	241.466.671	5.748.691	247.215.362

(*) Se référer à la note 3.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables significatives

1.1. Généralités

Socfinasia S.A. (« la Société ») a été constituée le 20 novembre 1972. Son objet social la qualifie comme Société de participations financières (« Soparfi ») depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Asie du Sud-Est.

Socfinasia S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé à Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 10534 et est listée à la Bourse de Luxembourg sous le code ISIN : LU0092047413

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du principe de continuité d'exploitation et conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et les informations financières consolidées sont présentées en euro et sont arrondies à l'unité la plus proche, l'euro étant la devise fonctionnelle de la mère Socfinasia et de présentation du Groupe.

En date du 30 avril 2021, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

Nouvelles normes IFRS et amendements applicables à partir de 2021 :

- Amendements à IFRS 4 « Contrats d'assurance » : Le 25 juin 2020, l'IASB a publié des amendements à IFRS 4 qui prévoit une prolongation de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 « Instruments

financiers » jusqu'au 1er janvier 2023 afin de s'aligner sur la date d'entrée en vigueur d'IFRS 17 « Contrats d'assurance ».

- Amendements à IFRS 9 « Instruments financiers », IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » :

Le 27 août 2020, l'IASB a publié la phase 2 (amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16) de la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt « TIO ». Les modifications complètent celles publiées en 2019 décrites ci-dessus et se concentrent sur les effets sur les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien indice de référence des taux d'intérêt par un autre indice de référence des taux d'intérêt à la suite de la réforme.

Les modifications de cette phase finale concernent :

- *les modifications des flux de trésorerie contractuels* : une société n'aura pas à décomptabiliser ou à ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais mettra plutôt à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement de l'indice de référence des taux d'intérêt alternatifs ;
- *comptabilité de couverture* : une société n'aura pas à abandonner sa comptabilité de couverture uniquement parce qu'elle apporte les changements requis par la réforme, si la couverture répond à d'autres critères de comptabilité de couverture ; et
- *informations à fournir* : une entreprise sera tenue de présenter des informations sur les nouveaux risques découlant de la réforme et sur la façon dont elle gère la transition vers l'indice de référence des taux d'intérêt alternatifs.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021 ; leur application anticipée est permise. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Etats financiers consolidés

Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations qui n'ont pas encore été homologués par l'Union européenne :

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 « Contrats d'assurance », qui établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance, cohérente et fondée sur des principes pour les contrats d'assurance. Selon IFRS 17, la performance de l'assurance doit être évaluée à sa valeur d'exécution actuelle et offre une méthode de mesure et de présentation plus uniforme pour tous les contrats d'assurance. IFRS 17 remplace IFRS 4 « Contrats d'assurance » et ses interprétations. Elle s'applique à compter du 1er janvier 2023 et son adoption anticipée est autorisée si IFRS 15 « Produits des contrats avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » ont été appliquées. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette interprétation aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié les modifications d'IAS 1 « Présentation des états financiers » sur le classement des passifs en tant que passifs courants et non courants afin d'établir une approche plus générale à l'égard du classement des passifs selon IAS 1, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications comprennent la clarification des exigences de classement des dettes qu'une société pourrait régler en les convertissant en capitaux propres. Le 15 juillet 2020, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur des modifications. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023 et doivent être appliquées rétrospectivement, l'adoption anticipée étant autorisée.

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2 « Porter des jugements sur l'importance relative ». Les modifications visent à aider les préparateurs à déterminer les méthodes comptables à présenter dans leurs états financiers et à clarifier davantage l'évaluation de l'importance relative des méthodes comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023 et doivent être appliquées de manière prospective, avec une adoption anticipée autorisée. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié les modifications d'applications restrictives suivantes :

- Les amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » ont mis à jour la référence au Cadre conceptuel pour l'information financière, sans changer les exigences comptables pour les regroupements d'entreprises.
- Les amendements à IAS 16 « Immobilisations corporelles » interdisent de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits de la vente de biens fabriqués pendant que cette immobilisation est amenée à l'endroit nécessaire et mise dans l'état nécessaire pour pouvoir fonctionner de la façon prévue par la direction. Les entités doivent plutôt comptabiliser les produits de la vente et le coût de production de ces biens en résultat net.
- Les amendements à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précisent que les coûts d'exécution d'un contrat comprennent les coûts directement liés au contrat. Les coûts directement liés au contrat peuvent être des coûts marginaux liés à l'exécution de ce contrat ou une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat.
- Modifications mineures dans le cadre des améliorations annuelles des normes IFRS - Cycle 2018-2020 pour :
 - IFRS 1 « Première application des Normes IFRS » concernant une filiale qui est un nouvel adoptant d'IFRS 1 qui pourra désormais évaluer le montant cumulé des écarts de conversion à l'aide des montants présentés par sa société mère.
 - IFRS 9 « Instruments financiers » concernant les honoraires qu'une entité doit prendre en considération, lorsqu'elle applique le test des 10% afin de savoir si elle doit ou non décomptabiliser un passif financier.
 - IFRS 16 « Contrats de location » consistant à retirer, de l'exemple illustratif 13 accompagnant IFRS 16, toute mention du remboursement des améliorations locatives par le bailleur afin de dissiper toute confusion au sujet du traitement des avantages incitatifs qui pourrait découler de cet exemple.

Etats financiers consolidés

- IAS 41 « Agriculture » consistant à retirer l'exigence d'exclure les flux de trésorerie destinés à financer les impôts aux fins de l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques à l'aide d'une technique d'actualisation. La modification vient harmoniser la norme aux dispositions d'IFRS 13.

Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications qui entreront en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2022 aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

- Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » afin d'aider les entités à distinguer les méthodes comptables des estimations comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023 ainsi qu'aux changements de méthodes comptables et aux changements d'estimations comptables qui surviennent à partir de cette période. Une application anticipée est permise. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le Groupe ne prévoit pas d'adopter par anticipation les nouvelles normes, modifications et interprétations comptables.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant le 31 décembre 2020 et sont présentés avant affectation du résultat

de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Au 1er janvier 2020, le Groupe a adopté les modifications suivantes qui n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Publication du Cadre conceptuel révisé :

Le 29 mars 2018, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié son Cadre conceptuel de l'information financière révisé, qui renferme des définitions révisées d'un actif et d'un passif ainsi que de nouvelles indications sur l'évaluation, la décomptabilisation, la présentation et les informations à fournir et doit être appliqué rétrospectivement sauf si l'application rétrospective s'avérait impraticable ou devait engager des coûts ou des efforts excessifs.

- Amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » :

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié les modifications d'IFRS 3 relatives à la définition d'une entreprise, qui visent à résoudre les difficultés éprouvées par les entreprises pour déterminer si elles ont acquis une entreprise ou un groupe d'actifs.

- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » et IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » :

Le 31 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 1 et à l'IAS 8 afin de clarifier la définition de « significatif » et d'harmoniser les définitions données dans le Cadre conceptuel de l'information financière et dans les normes elles-mêmes.

- Modifications à IFRS 9 « Instruments financiers », IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir » :

Le 26 septembre 2019, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence en tant que première mesure quant aux répercussions potentielles de la réforme des taux interbancaires offerts « TIO » sur l'information financière. L'adoption de ces modifications n'a pas une incidence importante sur ses états financiers consolidés car elle atténue les effets possibles de l'incertitude due à la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt « TIO ».

Etats financiers consolidés

- Le 28 mai 2020, l'IASB a publié le document « Allègements de loyer liés à la Covid-19 (projet de modification d'IFRS 16) », qui modifie la norme IFRS 16 « Contrats de location ». La modification de 2020 libère les preneurs de l'obligation d'apprécier si un allègement de loyer accordé directement en lien avec la pandémie de Covid-19 constitue une modification du contrat de location et donc leur permet de comptabiliser un allègement de loyer sans modification du contrat de location.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinasia ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinasia exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 clôturent leurs comptes le 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières

et opérationnelles de cette entreprise, mais sur laquelle il n'a pas le contrôle ou un contrôle conjoint. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière consolidée, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

Etats financiers consolidés

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinasia et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise fonctionnelle de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu et cumulées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des transactions consolidées :

	Taux de clôture		Taux moyen	
1 euro est égal à :	2020	2019	2020	2019
Euro	1,000	1,000	1,000	1,000
Riel cambodgien	4.964	4.578	4.672	4.539
Roupie indonésienne	17.308	15.615	16.725	15.815
Dollar américain	1,2271	1,1234	1,1451	1,1192

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

Etats financiers consolidés

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Les terrains ne sont pas amortis.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est

inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 25 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 25 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie, et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

Etats financiers consolidés

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Le Groupe a adopté la norme IFRS 16 « Contrats de location » rétrospectivement depuis le 1er janvier 2019, sans retraitement des chiffres comparatifs comme permis par les dispositions transitoires de la norme. Les reclassifications et les ajustements découlant des nouvelles règles liées au traitement des contrats de location ont été constatés à l'ouverture de la période débutant le 1er janvier 2019.

Suite à l'adoption de la norme IFRS 16, le Groupe a constaté dans l'Etat de la situation financière les dettes liées aux contrats de location, qui étaient précédemment traitées comme des locations simples selon les principes de la norme IAS 17. Ces dettes ont été valorisées à la valeur actuelle des paiements restants à effectuer, actualisées au taux d'emprunt marginal au 1er janvier 2019.

Les droits d'utilisation d'actifs ont été mesurés sur une base rétrospective comme si les nouvelles règles ont toujours été appliquées.

Le Groupe a appliqué les mesures de simplifications suivantes permises par la norme :

- utilisation d'un taux d'actualisation unique pour les contrats à caractéristiques similaires ;
- non comptabilisation de dettes de location pour les contrats qui sont arrivés à terme dans les 12 mois qui ont suivi la première application de la norme. Les charges correspondantes ont été reconnues avec les charges liées aux contrats de location à court terme ;
- exclusion des coûts directs initiaux pour la valorisation initiale des droits d'utilisation d'actifs ;

Le changement de méthode comptable a impacté les rubriques suivantes de l'Etat de la situation financière au 1er janvier 2019 :

- droits d'utilisation d'actifs : augmentation de 1,3 millions d'euros
- actifs d'impôts différés : augmentation de 0,02 million d'euros
- dettes liées aux contrats de location : augmentation de 1,4 millions d'euros.

L'impact net sur les résultats reportés au 1er janvier 2019 a été une baisse de 0,3 million d'euros.

Pour les contrats de location précédemment traités comme des locations financements, le droit d'utilisation d'actif et la dette de location ont été constatés au 1er janvier 2019 à leur valeur comptable évaluée en application d'IAS 17 immédiatement avant cette date.

Le Groupe applique IAS 36 pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et il comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la note 24 relative aux immobilisations corporelles.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale et ne portent pas d'intérêt. Suite aux amendements à IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe applique une approche simplifiée et enregistre une provision pour pertes attendues sur la durée de vie des créances. Cette provision pour pertes est un montant que le Groupe considère comme une estimation fiable sur l'incapacité de ses clients à effectuer les paiements requis.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Etats financiers consolidés

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

Pour les exercices sous revue, les instruments de couverture ont été utilisés par le Groupe jusqu'en janvier 2019.

- *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les instruments de couverture ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les avances à long terme et les autres créances portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le modèle économique du Groupe pour la gestion des actifs financiers fait référence à la manière dont il gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie. Le modèle d'entreprise détermine si les flux de trésorerie résulteront de la collecte des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les actifs financiers classés et évalués au coût amorti sont détenus dans un modèle économique avec l'objectif de détenir des actifs financiers afin de collecter des flux de trésorerie contractuels. Les avances à long terme et les autres créances sont détenues dans le seul but de collecter le montant du principal et des intérêts. A ce titre, elles sont en conformité avec le modèle « Solely Payments of Principal and Interest » (SPPI). Elles sont enregistrées selon la méthode du coût amorti.

Les emprunts et autres dettes portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts ré-estimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts (voir note 22).

La majorité des emprunts et dettes à long terme auprès d'établissements financiers provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Conformément aux dispositions transitoires énoncées dans IFRS 9, le Groupe a choisi de présenter les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu parmi les actifs financiers à la juste valeur par le biais des éléments du résultat

Etats financiers consolidés

étendu, car ces placements sont détenus à titre d'investissements stratégiques à long terme qui ne devraient pas être vendus à court terme.

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale au coût amorti diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Le Groupe a établi une matrice de provisions basée sur ses expériences historiques de pertes de crédit, ajustées des facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'utilisation d'un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état consolidé des résultats. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. Ainsi conformément à la réglementation IAS 19, le Groupe se réfère aux taux de rendement (à la fin de la période de présentation de l'information financière) du marché des obligations d'État. La monnaie et la durée

Etats financiers consolidés

de ces obligations de sociétés ou de ces obligations d'État doivent correspondre à la monnaie et à la durée estimée des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les revenus du Groupe découlent de l'obligation de performance consistant dans le transfert de contrôle de produits dans le cadre d'arrangements. Selon ces arrangements, le transfert du contrôle et l'accomplissement de l'obligation de performance se produisent en même temps.

Le point de prise de contrôle de l'actif par le client dépend du moment où les marchandises sont mises à la disposition du transporteur ou lorsque l'acheteur prend possession des marchandises, en fonction des conditions de livraison. En ce qui concerne les activités du Groupe, les critères de comptabilisation des produits sont généralement remplis :

a) pour les ventes à l'exportation au moment du transfert de propriété selon les incoterms du contrat ;

b) pour les ventes locales, en fonction des conditions de livraison, soit au moment où les produits quittent les locaux, soit lorsque le client prend possession des marchandises.

Il s'agit du moment où le Groupe a rempli ses obligations de performance.

Les revenus sont évalués au prix de transaction de la contrepartie reçue ou à recevoir, montant défini selon les termes de l'arrangement conclu avec l'acheteur.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final, tel que reconnu.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Au 31 décembre 2020, les produits provenant d'un client du Groupe représentent environ 4,9 millions d'euros (2019 : 5,3 millions d'euros) du total des produits du Groupe.

1.21. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées,

Etats financiers consolidés

sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.22. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.23. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.24. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19 (note 20), IAS 41/IAS 2 (notes 7 et 13), IAS 16 (note 6), IAS 36 (notes 6 et 25), IFRS 9 (note 22) et IFRS 16 (note 4).

En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production et de vente locales (voir note 1.11).

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

1.25 Impact de la pandémie COVID-19

Durant l'année 2020, suite à l'impact de la pandémie COVID-19 sur les activités des filiales directes et indirectes de la Société, la Direction s'est adaptée aux nouvelles restrictions et suit constamment l'évolution du risque lié à cette crise sanitaire. La propagation du virus demeure active et imprévisible, ce qui voue le développement économique à un avenir incertain. En tenant compte de l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur base des informations disponibles à ce jour, la Société a préparé un plan de trésorerie évaluant sa position de liquidité sur base des meilleures estimations de la Direction. Ce plan de trésorerie montre des liquidités suffisantes pour lui permettre de faire face à ses obligations et confirment l'hypothèse de la continuité d'exploitation pour au moins les douze mois suivant la date d'approbation de ses états financiers 2020.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2020	2020	2020	2019	2019	2019
ASIE						
<i>Hévéa et palmier</i>						
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	90,00	90,00	IG	90,00	90,00	IG
<i>Hévéa</i>						
SETHIKULA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
VARANASI CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
EUROPE						
<i>Autres activités</i>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	35,00	35,00	MEE	35,00	35,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	79,92	79,92	IG	79,92	79,92	IG
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
TERRASIA S.A.	47,81	47,81	MEE	47,81	47,81	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, MEE : Mise En Equivalence

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO Ltd est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et dans Coviphama CO Ltd.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.

Etats financiers consolidés

Note 3. Correction d'erreurs

Le Groupe a retraité ses états financiers consolidés précédemment publiés pour les exercices clos au 31 décembre 2019 et au 1er janvier 2019. Le Groupe a identifié des inexactitudes liées aux exercices antérieurs. Ces inexactitudes ont été corrigées en retraitant chacune des rubriques concernées des états financiers des exercices précédents. Les tableaux suivants récapitulent l'impact de ces corrections sur les états financiers du Groupe.

i. Etat de la situation financière

1er janvier 2019	Publié antérieurement au 31/12/2018	Impact de l'application de la norme IFRS 16	Balance d'ouverture au 01/01/2019	Impact de la correction d'erreurs				Var. des minoritaires suite aux ajustements	Retraité
				(a)	(b)	(c)	(d)		
Droits d'utilisation d'actifs		1.275.004	1.275.004						1.275.004
Participations dans des entreprises associées	22.180.704	-194.619	21.986.085		-763.981	497.977			21.720.081
Actifs d'impôts différés	3.852.721	23.831	3.876.552	392.823					4.269.375
Total des actifs	26.033.425	1.104.216	27.137.641	392.823	-763.981	497.977	0	0	27.264.460
Passifs d'impôts différés	145.572		145.572				982.345		1.127.917
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	35.262.891		35.262.891	1.571.292					36.834.183
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location		1.269.283	1.269.283						1.269.283
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location		108.361	108.361						108.361
Total des passifs	35.408.463	1.377.644	36.786.107	1.571.292	0	0	982.345	0	39.339.744
Réserves consolidées	316.409.662	-268.474	316.141.188		-137.094	497.977			316.502.072
Ecart de conversion	-120.513.264		-120.513.264	-15.632				1.561	-120.527.335
Résultat de l'exercice	25.924.113		25.924.113	-1.162.837	-626.888		-982.345	116.283	23.268.327
Participations ne donnant pas le contrôle	7.057.614	-4.955	7.052.659					-117.847	6.934.812
Total des capitaux propres	228.878.125		228.604.696	-1.178.469	-763.981	497.977	-982.345	-3	226.177.875

Etats financiers consolidés

31 décembre 2019	Publié antérieurement	(a)	(b)	(c)	(d)	Var. des minoritaires	Retraité
Participations dans des entreprises associées	22.764.737		-1.097.663	890.313			22.557.388
Actifs d'impôts différés	4.524.716	419.897					4.944.613
Total des actifs	27.289.453	419.897	-1.097.663	890.313	0	0	27.502.000
Passifs d'impôts différés	86.920				1.606.470		1.693.390
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	40.794.919	1.679.586					42.474.505
Total des passifs	40.881.839	1.679.586	0	0	1.606.470	0	44.167.895
Réserves consolidées	325.493.946	-1.162.837	-1.085.675	497.977	-982.345	116.284	322.877.350
Ecart de conversion	-116.375.679	-88.623				8.861	-116.455.441
Résultat de l'exercice	14.596.525	-8.230	-11.988	392.336	-624.125	823	14.345.341
Participations ne donnant pas le contrôle	7.098.042					-125.969	6.972.073
Total des capitaux propres	230.812.833	-1.259.690	-1.097.663	890.313	-1.606.470	-1	227.739.323

Etats financiers consolidés

ii. Etat du résultat net et des autres éléments du résultat étendu

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	Publié antérieurement	Impact de la correction d'erreurs				Var. des minoritaires suite aux	Reclassification	Retraité
		(a)	(b)	(c)	(d)			
Matières premières et consommables utilisés	-756.615						-13.373.330	-14.129.945
Autres charges externes	-26.617.682						13.373.330	-13.244.352
Frais de personnel	-39.785.087						-11.903.649	-51.688.736
Autres charges opérationnelles	-27.448.394	-10.974					11.903.649	-15.555.719
Produits d'impôts différés	55.901	2.743			-624.125			-565.481
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	5.704.070		-11.988	392.336				6.084.418
Résultat net	16.860.750	-8.230	-11.988	392.336	-624.125	0	0	16.608.743
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle	2.264.225					-819		2.263.406
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	14.596.525	-8.230	-11.988	392.336	-624.125	819	0	14.345.337
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées	4.443.078		-72.991					4.370.087
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées	133.933		-321.693					-187.760
Résultat étendu	20.227.660	-8.230	-406.672	392.336	-624.125	0	0	19.580.969

La description des ajustements est explicitée ci-après :

- (a) Les autres avantages à long terme du personnel de la filiale en Indonésie n'avaient pas été comptabilisés les exercices précédents,
- (b) La modification de la valeur des titres des filiales suisses, consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, suite à la correction des régimes de pension à prestations définies qui n'avaient pas été comptabilisés les exercices précédents.
- (c) La modification de la quote-part dans le résultat des entreprises associées suite à la constatation de capitaux propres négatifs lors des exercices précédents.
- (d) Non-reconnaissance d'impôts différés passifs sur les dividendes des filiales des périodes futures.

Par souci de comparabilité entre les exercices 2020 et 2019, le Groupe a procédé à un reclassement de l'ordre de 13,4 millions d'euros entre les matières premières et consommables utilisés et les autres charges externes et de 11,9 millions d'euros entre les frais de personnel et les autres charges opérationnelles sur le compte de résultat consolidé de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Le résultat net par action non dilué pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a également été corrigé. Le montant de la correction du résultat net par action non dilué est une baisse de 0,01 euro par action.

Etats financiers consolidés

Note 4. Contrats de location

Le Groupe loue des bureaux et des terrains agricoles sur des durées allant de 1 à 99 ans.

Les contrats de location du Groupe sont des contrats standards ne comportant pas de composantes complémentaires à caractère non locatif.

Les actifs et passifs liés aux contrats de location sont initialement mesurés à la valeur actualisée des paiements fixes incluant les paiements fixes en substance diminuée des avantages reçus du bailleur. Les paiements à faire dans le cadre de renouvellements de certaines périodes de location ont été aussi inclus dans la valorisation de la dette de location.

Le taux d'intérêt implicite n'étant pas connu pour tous les contrats du Groupe, le taux d'emprunt marginal a été utilisé pour l'actualisation des paiements de location. Le taux d'emprunt marginal est le taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires à l'acquisition d'un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire.

Pour la détermination du taux d'emprunt marginal, le Groupe :

- quand ceci est possible, utilise le financement le plus récent reçu par l'entité locataire comme point de départ ajusté pour refléter le changement des conditions de financement depuis que ce dernier a été reçu ;
- utilise une approche cumulative qui commence avec un taux sans risque ajusté pour le risque de crédit pour les locations des entités n'ayant pas de financement externe récent ;
- procède à des ajustements spécifiques aux contrats de location (tels que le terme, pays, devise et garanties).

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe varient entre 1,75% et 14,50%.

Les paiements liés aux contrats de location sont alloués entre remboursement du principal de la dette de location et charge d'intérêt. La charge d'intérêt est constatée dans le compte de résultat de la période sur la durée du contrat.

Les droits d'utilisation d'actifs sont amortis linéairement sur la période la plus courte entre la durée de vie utile et la durée du contrat de location.

Les paiements associés aux contrats de location de courte durée sont reconnus linéairement en charge dans le compte de résultat. Les contrats de location de courte durée sont les contrats dont la durée est égale ou inférieure à 12 mois.

Des options de renouvellement et de résiliation anticipée ont été incluses dans la détermination du terme de certains contrats de location. A cet effet, la direction prend en compte tous les faits et circonstances qui peuvent créer une incitation à exercer une option de renouvellement ou à ne pas exercer une option de résiliation anticipée.

Pour les contrats de location de terrains, de bureaux et autres locations immobilières les facteurs les plus importants ayant été considérés sont les suivants :

- l'obligation de payer des pénalités importantes pour résilier un contrat de manière anticipée ;
- la valeur résiduelle des réaménagements des biens loués au moment où le Groupe a l'option de renouveler un contrat ;
- le coût de remplacement des actifs loués et les perturbations des activités opérationnelles que pourrait engendrer le remplacement.

Etats financiers consolidés

Les montants constatés au bilan en relation avec les contrats de location sous IFRS 16 se détaillent comme suit :

Droits d'utilisation d'actifs

<i>EUR</i>	<i>Immeubles</i>	<i>Terrains et concessions agricoles</i>	<i>Total</i>
Impact de la première application de la norme IFRS 16	329.186	1.425.712	1.754.898
Entrées de l'exercice	0	1.016	1.016
Ecart de conversion	3.351	72.961	76.312
Valeur brute au 31 décembre 2019	332.537	1.499.689	1.832.226
Impact de la première application de la norme IFRS 16	-82.009	-397.885	-479.894
Amortissements de l'exercice	-26.368	-93.459	-119.827
Ecart de conversion	-1.898	-22.982	-24.880
Amortissements au 31 décembre 2019	-110.275	-514.326	-624.601
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	222.262	985.363	1.207.625
Valeur brute au 1er janvier 2020	332.537	1.499.689	1.832.226
Entrées de l'exercice	0	479.135	479.135
Sorties de l'exercice	-29.903	-806.257	-836.160
Reclassements vers d'autres postes	0	136.505	136.505
Ecart de conversion	-25.476	-134.855	-160.331
Valeur brute au 31 décembre 2020	277.158	1.174.217	1.451.375
Amortissements au 1er janvier 2020	-110.275	-514.326	-624.601
Amortissements de l'exercice	-25.618	-99.209	-124.827
Sorties de l'exercice	29.903	169.615	199.518
Ecart de conversion	9.711	46.973	56.684
Amortissements au 31 décembre 2020	-96.279	-396.947	-493.226
Valeur nette comptable au 31 décembre 2020	180.879	777.270	958.149

Dettes liées aux contrats de location

<i>EUR</i>	<i>31/12/2020</i>	<i>31/12/2019</i>
Dettes à plus d'un an	394.600	1.295.694
Dettes à moins d'un an	24.036	25.938
Total	418.636	1.321.632

Etats financiers consolidés

2019						
EUR	2022	2023	2024	2025	2026 et au-delà	TOTAL
Dettes liées aux contrats de location	117.981	110.241	113.139	205.113	749.220	1.295.694

2020						
EUR	2022	2023	2024	2025	2026 et au-delà	TOTAL
Dettes liées aux contrats de location	24.151	24.266	24.382	24.499	297.302	394.600

Les montants constatés dans le compte de résultat en relation avec les contrats de location se détaillent comme suit :

EUR	2020	2019
Amortissements des droits d'utilisation d'actifs	124.827	119.827
Charges liés aux contrats de location de courte durée	4.388	23.515
Charge d'intérêt (incluse dans les charges financières)	38.521	70.043
Total	167.736	213.385

Terrains et concessions agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques producteurs. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345
PT SOCFINDO	1995/2015/2019	25 à 35 ans	47.695

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2019	52.398	1.509.600	1.561.998
Acquisitions de l'exercice	0	29.309	29.309
Ecart de conversion	260	93.738	93.998
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2019	52.658	1.632.647	1.685.305
Amortissements au 1er janvier 2019	-52.398	-1.183.026	-1.235.424
Amortissements de l'exercice	0	-91.194	-91.194
Ecart de conversion	-260	-74.333	-74.593
Amortissements au 31 décembre 2019	-52.658	-1.348.553	-1.401.211
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	0	284.094	284.094
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2020	52.658	1.632.647	1.685.305
Acquisitions de l'exercice	0	17.885	17.885
Sorties de l'exercice	-8.182	0	-8.182
Ecart de conversion	-3.611	-160.303	-163.914
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2020	40.865	1.490.229	1.531.094
Amortissements au 1er janvier 2020	-52.658	-1.348.553	-1.401.211
Amortissements de l'exercice	0	-67.605	-67.605
Reprises d'amortissements de l'exercice	8.182	0	8.182
Ecart de conversion	3.611	134.191	137.802
Amortissements au 31 décembre 2020	-40.865	-1.281.967	-1.322.832
Valeur nette comptable au 31 décembre 2020	0	208.262	208.262

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2019	4.055.713	65.752.673	63.047.640	1.719.719	1.675.277	922.491	137.173.513
Acquisitions de l'exercice	689.576	634.288	1.666.068	1.036.969	600.056	0	4.626.957
Sorties de l'exercice	0	-124.124	-1.426.034	-1.074.822	0	-243.962	-2.868.942
Reclassements vers d'autres postes	-670.425	1.851.593	18.201	-17.861	-1.851.933	0	-670.425
Ecart de conversion	58.613	3.351.032	3.639.059	52.948	25.226	53.929	7.180.807
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2019	4.133.477	71.465.462	66.944.934	1.716.953	448.626	732.458	145.441.910
Amortissements au 1er janvier 2019	-21.139	-42.058.097	-47.256.375	-1.372.292	0	0	-90.707.903
Amortissements de l'exercice	0	-2.239.602	-2.297.465	-1.334.038	0	0	-5.871.105
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	90.987	1.337.777	1.065.335	0	0	2.494.099
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-14.417	14.417	0	0	0
Ecart de conversion	-105	-2.461.309	-2.847.016	-49.473	0	0	-5.357.903
Amortissements au 31 décembre 2019	-21.244	-46.668.021	-51.077.496	-1.676.051	0	0	-99.442.812
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	4.112.233	24.797.441	15.867.438	40.902	448.626	732.458	45.999.098

Les méthodes comptables applicables pour les immobilisations corporelles sont détaillées dans les notes 1 et 25.

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2020	4.133.477	71.465.462	66.944.934	1.716.953	448.626	732.458	145.441.910
Acquisitions de l'exercice	1.100.533	842.426	1.698.877	1.049.988	170.723	41.847	4.904.394
Sorties de l'exercice	-13.025	-226.182	-1.939.703	-972.388	0	-341.935	-3.493.233
Reclassements vers d'autres postes	-652.079	267.048	134.819	-3.676	-534.696	0	-788.584
Ecart de conversion	-350.287	-6.738.459	-6.452.320	-153.726	-22.230	-61.527	-13.778.549
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2020	4.218.619	65.610.295	60.386.607	1.637.151	62.423	370.843	132.285.938
Amortissements au 1er janvier 2020	-21.244	-46.668.021	-51.077.496	-1.676.051	0	0	-99.442.812
Amortissements de l'exercice	0	-1.976.845	-2.191.866	-1.178.792	0	0	-5.347.503
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	162.632	1.824.339	961.802	0	0	2.948.773
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-6.604	6.604	0	0	0
Ecart de conversion	1.651	4.574.930	4.981.021	155.600	0	0	9.713.202
Amortissements au 31 décembre 2020	-19.593	-43.907.304	-46.470.606	-1.730.837	0	0	-92.128.340
Valeur nette comptable au 31 décembre 2020	4.199.026	21.702.991	13.916.001	-93.686	62.423	370.843	40.157.598

Les méthodes comptables applicables pour les immobilisations corporelles sont détaillées dans les notes 1 et 25.

Etats financiers consolidés

Note 7. Actifs biologiques producteurs

EUR	Palmier		Hévée		Total
	Mature	Immature	Mature	Immature	
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2019	50.315.453	11.307.233	55.774.359	28.137.046	145.534.091
Acquisitions de l'exercice	0	6.222.968	0	2.640.274	8.863.242
Sorties de l'exercice	-1.064.838	0	-1.088.039	0	-2.152.877
Reclassements vers d'autres postes	3.730.345	-3.164.476	1.089.851	-985.296	670.424
Ecart de conversion	3.146.012	738.500	1.433.505	304.121	5.622.138
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2019	56.126.972	15.104.225	57.209.676	30.096.145	158.537.018
Amortissements au 1er janvier 2019	-21.821.045	0	-8.982.126	0	-30.803.171
Amortissements de l'exercice	-2.663.456	0	-2.485.248	0	-5.148.704
Reprises d'amortissements de l'exercice	804.723	0	745.935	0	1.550.658
Ecart de conversion	-1.373.380	0	-447.458	0	-1.820.838
Amortissements au 31 décembre 2019	-25.053.158	0	-11.168.897	0	-36.222.055
Réduction de valeur au 1er janvier 2019	0	0	0	-5.166.677	-5.166.677
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-381.947	381.947	0
Ecart de conversion	0	0	3.259	-28.931	-25.672
Réduction de valeur au 31 décembre 2019	0	0	-378.688	-4.813.661	-5.192.349
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019	31.073.814	15.104.225	45.662.091	25.282.484	117.122.614

EUR	Palmier		Hévée		Total
	Mature	Immature	Mature	Immature	
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2020	56.126.972	15.104.225	57.209.676	30.096.145	158.537.018
Acquisitions de l'exercice	0	5.813.866	0	1.967.097	7.780.963
Sorties de l'exercice	-633.035	-11.322	-805.999	-558.531	-2.008.887
Reclassements vers d'autres postes	6.068.508	-5.505.035	5.554.385	-5.465.778	652.080
Ecart de conversion	-5.673.334	-1.487.454	-5.161.522	-2.157.493	-14.479.803
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2020	55.889.111	13.914.280	56.796.540	23.881.440	150.481.371
Amortissements au 1er janvier 2020	-25.053.157	0	-11.168.899	0	-36.222.056
Amortissements de l'exercice	-2.738.043	0	-2.479.193	0	-5.217.236
Reprises d'amortissements de l'exercice	447.283	0	568.876	0	1.016.159
Ecart de conversion	2.527.815	0	1.130.540	0	3.658.355
Amortissements au 31 décembre 2020	-24.816.102	0	-11.948.676	0	-36.764.778
Réductions de valeur au 1er janvier 2020	0	0	-378.688	-4.813.660	-5.192.348
Réduction de valeur	0	0	0	-1.655.234	-1.655.234
Reclassements vers d'autres postes	0	0	3.559.524	-3.559.524	0
Ecart de conversion	0	0	162.406	338.413	500.819
Réductions de valeur au 31 décembre 2020	0	0	3.343.242	-9.690.005	-6.346.763
Valeur nette comptable au 31 décembre 2020	31.073.009	13.914.280	48.191.106	14.191.435	107.369.830

Etats financiers consolidés

Note 8. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2020	2019	2020	2019
<i>Production d'huile de palme et de caoutchouc</i>					
PT SOCFINDO	Indonésie	10%	10%	10%	10%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2020	2019 Retraité	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO	3.127.291	2.209.466	5.049.714	5.961.925
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			499.127	1.010.148
Participations ne donnant pas le contrôle			5.548.841	6.972.073

Etats financiers consolidés

Les informations financières statutaires résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2019	24.211.165	94.725.931	21.271.634	40.794.919
2020	28.637.540	85.874.710	28.628.385	35.114.903

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2019	118.230.566	25.502.860	25.502.860	2.467.389
2020	121.354.132	36.586.206	36.586.206	3.714.377

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2019	36.221.468	-10.588.804	-24.673.891	958.773
2020	56.649.530	-11.101.593	-37.143.768	8.404.169

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 9. Participations dans des entreprises associées

	2020	2019 retraité
	EUR	EUR
Valeur au 1er janvier	22.557.385	21.720.081
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	1.765.112	6.084.418
Dividendes	-3.302.248	-5.046.264
Variation de la quote-part du Groupe dans les autres éléments du résultat étendu	-237.696	-187.761
Ecart de conversion	-182.485	-13.089
Valeur au 31 décembre	20.600.069	22.557.385

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2020	2020	2019 Retraité	2019 Retraité
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.191.658	111.847	3.154.812	20.153
Immobilière de la Pépinière S.A.	1.911.464	-10.063	1.921.744	-126.366
Induservices S.A.	82.645	1.378	81.268	2.065
Induservices FR S.A.	0	0	0	194.620
Management Associates S.A.	0	-283.098	-2.382	7.847
Socfin Green Energy S.A.	690.431	-62.402	752.833	101.343
Socfin Research S.A.	1.688.498	-86.437	1.774.935	-195.663
Socfinco S.A.	879.575	106.997	872.578	103.170
Socfinco FR S.A.	3.979.742	485.330	3.711.933	2.003.080
Sodimex S.A.	151.817	-15.630	167.446	57.309
Sodimex FR S.A.	2.034.941	-148.878	2.183.819	444.333
Sogescol FR S.A.	5.723.989	1.652.820	7.686.340	3.461.377
Terrasia S.A.	265.309	13.248	252.059	11.150
TOTAL	20.600.069	1.765.112	22.557.385	6.084.418

Etats financiers consolidés

	Produits des activités ordinaires		Produits des activités ordinaires	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2020	2020	2019 Retraité	2019 Retraité
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.561.650	2.800.921	3.541.811	2.781.074
Immobilière de la Pépinière S.A.	4.146.061	475.678	4.390.218	449.334
Induservices S.A.	2.673.288	3.925.673	2.554.004	3.817.000
Induservices FR S.A.	6.168.015	2.032.070	5.507.277	2.007.530
Management Associates S.A.	12.615.725	2.632.406	14.582.030	4.375.932
Socfin Green Energy S.A.	1.440.953	80.031	1.537.392	488.823
Socfin Research S.A.	3.712.948	8.820	3.975.939	50.922
Socfinco S.A.	1.905.106	1.625.471	1.874.612	1.627.536
Socfinco FR S.A.	19.665.969	19.932.749	14.712.139	20.876.086
Sodimex S.A.	390.466	0	555.407	0
Sodimex FR S.A.	13.585.753	19.828.809	13.474.446	22.146.453
Sogescol FR S.A.	30.474.004	253.824.637	35.282.616	276.101.249
Terrasias S.A.	555.055	0	527.223	0
TOTAL	100.894.993	307.167.265	102.515.114	334.721.939

Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	Dividendes reçus
			2020	2019
Management Associates S.A.	Luxembourg	Transport	0	0
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	100.000	2.000.000
Sodimex FR S.A.	Suisse	Achat et vente de matériel	0	0
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	3.142.960	2.690.342

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2019 retraité	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	3.583.984	10.998.045	3.777.023	8.200.000
Socfinco FR S.A.	10.800.684	3.911.455	2.173.231	2.763.958
Sodimex FR S.A.	13.453.609	20.837	9.745.075	0
Sogescol FR S.A.	34.280.953	1.001.663	20.394.982	0
TOTAL	62.119.230	15.932.000	36.090.311	10.963.958

2020	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	615.220	12.000.505	2.578.637	7.600.000
Socfinco FR S.A.	12.579.220	7.086.748	3.264.021	5.091.650
Sodimex FR S.A.	13.571.469	14.284	9.450.637	0
Sogescol FR S.A.	29.587.310	886.694	19.485.837	0
TOTAL	56.353.219	19.988.231	34.779.132	12.691.650

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2019	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	39.235	39.235	39.235
Socfinco FR S.A.	4.227.405	4.227.405	4.227.405
Sodimex FR S.A.	389.115	389.115	389.115
Sogescol FR S.A.	6.622.199	6.622.199	6.622.199
TOTAL	11.277.954	11.277.954	11.277.954

2020	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-167.918	-167.918	-167.918
Socfinco FR S.A.	1.535.347	1.535.347	1.535.347
Sodimex FR S.A.	405.746	405.746	405.746
Sogescol FR S.A.	3.282.437	3.282.437	3.282.437
TOTAL	5.055.612	5.055.612	5.055.612

Etats financiers consolidés

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
2019 retraité	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.605.006	20%	-523.383	-2.382
Socfinco FR S.A.	9.774.950	50%	-1.175.540	3.711.935
Sodimex FR S.A.	3.729.371	50%	319.134	2.183.819
Sogescol FR S.A.	14.887.634	50%	242.523	7.686.340
TOTAL	30.996.961		-1.137.269	13.579.710
2020	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.437.088	20%	-487.418	0
Socfinco FR S.A.	11.310.297	50%	-1.675.407	3.979.742
Sodimex FR S.A.	4.135.116	50%	-32.617	2.034.941
Sogescol FR S.A.	10.988.167	50%	229.906	5.723.989
TOTAL	28.870.668		-1.965.536	11.738.672

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	58.938	167.781
La quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités abandonnées	0	0
La quote-part du Groupe dans les autres éléments du résultat global	0	0
Quote-part du Groupe dans le résultat étendu total	58.938	167.781
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	8.861.397	8.977.675

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2020 et 2019 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 10. Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu

	2020	2019
	EUR	EUR
Juste valeur au 1er janvier	633.987	667.448
Variation de la juste valeur	-48.997	-33.461
Juste valeur au 31 décembre	584.990	633.987

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2020	2019	2020	2019
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	519.117	519.117	584.990	633.987

Note 11. Avances à long terme

Au 31 décembre 2020, les avances à long terme se composent principalement d'une créance sur Socfinaf S.A. d'un montant nominal de EUR 80.000.000 (2019 : EUR nil ; antérieurement classifiée en créance à court terme). Cette créance porte intérêt à un taux fixe annuel de 4% et est remboursable en quatre annuités de EUR 20.000.000 à partir du 31 décembre 2023.

Etats financiers consolidés

Note 12. Impôts différés

* Composants des impôts différés

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-558.289	-1.984.399
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-3.243.007	-1.629.380
IAS 19 : Engagements de retraites	7.126.034	9.633.918
IAS12 : Latences fiscales	224.527	-265.131
IFRS 16 : Contrats de location	8.160	26.474
IFRS 9 : Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	-18.888	-31.108
Autres	0	-892.681
Situation au 31 décembre	1.751.393	3.251.223
Dont actifs d'impôts différés	3.557.425	4.944.613
Dont passif d'impôts différés	-1.806.032	-1.693.390

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Socfinasia dispose de pertes fiscales récupérables de 18,7 millions d'euros et PNS de 10,1 millions d'euros. Ces latences fiscales n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 13. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2020	2019
	EUR	EUR
Matières premières	232.224	579.678
Consommables	3.185.038	5.704.260
Pièces de rechanges	1.331.979	0
Produits en cours de fabrication	2.209.579	8.749.976
Produits finis	5.064.268	3.569.571
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	12.023.088	18.603.485
Réductions de valeur sur stocks	-256.255	-290.640
Total net au 31 décembre	11.766.833	18.312.845

Etats financiers consolidés

* Réconciliation des stocks

	2020	2019
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	18.603.485	21.613.972
Variation de stocks	-165.912	-560.295
Juste valeur de la production agricole	-4.806.752	-3.660.462
Ecart de conversion	-1.607.733	1.210.270
<i>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</i>	12.023.088	18.603.485
<i>Réductions de valeur sur stocks</i>	-256.255	-290.640
<i>Total net au 31 décembre</i>	11.766.833	18.312.845

* Détail des stocks par produit.

2019	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
Palmiers (en tonnes)	0	0	1.789
Hévéa (en tonnes)	484	0	2.344
Autres (en unités)	0	15.414.927	308.485

2020	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
Palmiers (en tonnes)	0	0	4.148
<i>Hévéa (en tonnes)</i>	317	0	2.677
<i>Autres (en unités)</i>	0	11.004.801	469.267

Note 14. Créances commerciales (actifs courants)

	2020	2019
	EUR	EUR
Créances commerciales	1.310.365	1.698.894
Avances et acomptes versés	684.018	2.475.975
<i>Total net au 31 décembre</i>	1.994.383	4.174.869

Etats financiers consolidés

Note 15. Autres créances (actifs courants)

	2020	2019
	EUR	EUR
Créances sociales	7.481	8.480
Autres créances (*)	40.142.615	107.380.423
Comptes de régularisation	7.686	10.831
Valeur au 31 décembre	40.157.782	107.399.734

(*) Les « Autres créances » sont essentiellement composées de créances liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 38,4 millions d'euros (106,4 millions d'euros en 2019).

Les méthodes comptables applicables et la gestion des risques pour les créances sont détaillées dans les notes 1 et 33.

Note 16. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2020	2019
	EUR	EUR
Situation au 1er janvier	883.837	1.132.080
Produit d'impôts	68.486	4.330.669
Impôts payés ou récupérés	117.184	-4.609.917
Régularisations d'impôts	-22.063	25.354
Ecart de conversion	-66.754	5.651
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	980.690	883.837

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2020	2019
	EUR	EUR
Situation au 1er janvier	1.948.383	2.165.591
Charge d'impôts	19.264.394	15.979.649
Impôts payés ou récupérés	-10.975.668	-16.346.977
Régularisations d'impôts	-63	24.977
Ecart de conversion	-188.658	125.143
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	10.048.388	1.948.383

Etats financiers consolidés

Note 17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2020	2019
	EUR	EUR
Comptes à vue	19.832.116	12.592.654
Total au 31 décembre	19.832.116	12.592.654

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2020	2019
	EUR	EUR
Comptes à vue	19.832.116	12.592.654
Total au 31 décembre	19.832.116	12.592.654

Note 18. Capital

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,5 millions d'euros au 31 décembre 2020 (inchangé par rapport au 31 décembre 2019).

Au 31 décembre 2020, le capital est représenté par 19.594.260 actions sans désignation de valeur nominale.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions (soit 2,27% du capital) ont été annulées en 2018, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire.

A ce jour la Caisse de consignation n'a pas encore ouvert de dossier de consignation.

	Actions ordinaires	
	2020	2019
Nombre d'actions au 31 décembre	19.594.260	19.594.260
Nombre d'actions émises entièrement libérées sans désignation de valeur nominale	19.594.260	19.594.260

Note 19. Réserves

Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Réserves statutaires

Conformément à l'article 33 des statuts coordonnés de la Société, cette réserve n'est pas distribuable aux actionnaires.

Etats financiers consolidés

Note 20. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service.

Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2020	2019
	EUR	Retraité EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	35.114.910	42.474.505
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies		
	35.114.910	42.474.505
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	1.985.895	2.404.463
Coûts financiers	2.799.522	2.625.397
Coûts des régimes à prestations définies	4.785.417	5.029.860
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1er janvier	42.474.505	36.834.183
Coûts selon le compte de résultat	4.785.417	5.029.860
Cotisations	-4.941.109	-3.291.087
Ecart actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	-3.161.077	1.580.934
Ecart de conversion	-4.042.826	2.320.615
Au 31 décembre	35.114.910	42.474.505

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2021.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2020	2019
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	7.026.935	-669.283
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-3.865.858	-911.651
<i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i>	3.161.077	-1.580.934

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2020	2019
<i>ASIE</i>		
Taux d'actualisation moyen	5,74%	7,35%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	6,50%	6,50%

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2020	2019
	EUR	EUR
<i>Valeur actualisée de l'obligation</i>		
- Régimes de pension	33.536.327	40.794.919
- Autres avantages à long terme	1.578.583	1.679.586
<i>Total au 31 décembre</i>	35.114.910	42.474.505
<i>Taux d'actualisation (sur Régimes de pension)</i>		
Augmentation de 0,5%	32.295.702	39.255.850
Diminution de 0,5%	35.038.385	42.553.352
<i>Augmentations futures attendues des salaires (sur Régimes de pension)</i>		
Augmentation de 0,5%	34.912.355	42.590.672
Diminution de 0,5%	32.401.453	39.199.292

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Etats financiers consolidés

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2021	2020
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	4.245.592	2.882.687

	2020	2019
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	14,0	15,4

Note 21. Autres dettes

	2020	2019
	EUR	EUR
Dettes sociales	771.783	344.277
Autres dettes (*)	22.042.164	25.316.466
Produits constatés d'avance	14.247.746	16.085.816
Total au 31 décembre	37.061.693	41.746.559
Dont dettes courantes	37.061.693	41.746.559

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées de dettes liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 17,8 millions d'euros (21 millions d'euros en 2019).

Etats financiers consolidés

Note 22. Instruments financiers

2019	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts (**)	Autres actifs et passifs financiers (**)
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	633.987	0	633.987	0	0
Avances à long terme	0	3.083.077	0	87.586	3.170.663	3.083.077	87.586
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	0	8.200.000	8.200.000	0
Créances commerciales	0	0	0	4.174.869	4.174.869	0	4.174.869
Autres créances	0	0	0	107.399.734	107.399.734	0	107.399.734
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	12.592.654	12.592.654	0	12.592.654
Total actifs	0	11.283.077	633.987	124.254.843	136.171.907	11.283.077	124.254.843
Passifs							
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	3.539.458	3.539.458	0	3.539.458
Autres dettes (courants)	0	0	0	41.746.559	41.746.559	0	41.746.559
Total passifs	0	1.321.632	0	45.286.017	46.607.649	1.321.632	45.286.017

2019	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	633.987	633.987

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

(**) A titre d'information.

Etats financiers consolidés

2020	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts (**)	Autres actifs et passifs financiers (**)
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	584.990	0	584.990	0	0
Avances à long terme	0	80.307.020	0	80.645	80.387.665	80.592.500	80.645
Autres actifs non-courants	0	7.600.000	0	0	7.600.000	7.600.000	0
Créances commerciales	0	0	0	1.994.383	1.994.383	0	1.994.383
Autres créances	0	0	0	40.157.781	40.157.781	0	40.157.781
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	19.832.116	19.832.116	0	19.832.116
Total actifs	0	87.907.020	584.990	62.064.925	150.556.935	88.192.500	62.064.925
Passifs							
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location	0	394.600	0	0	394.600	394.600	0
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	0	24.036	0	0	24.036	24.036	0
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	4.418.226	4.418.226	0	4.418.226
Autres dettes (courants)	0	0	0	37.061.692	37.061.692	0	37.061.692
Total passifs	0	418.636	0	41.479.918	41.898.554	418.636	41.479.918

2020	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	584.990	584.990

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

(**) A titre d'information.

Etats financiers consolidés

Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2020	2019
Directeurs	190	191
Employés	2.453	2.406
Ouvriers (y compris saisonniers)	7.720	7.970
TOTAL	10.363	10.567

Frais de personnel	2020 EUR	2019 Retraité EUR
Rémunérations	44.135.874	47.703.069
Charges sociales et charges liées aux retraites	6.725.654	3.985.668
Total au 31 décembre	50.861.528	51.688.737

Note 24. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

	2020 EUR	2019 EUR
Dotations aux amortissements		
Sur droits d'utilisation d'actifs (note 4)	124.827	119.827
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	67.605	91.194
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 6)	5.347.503	5.871.105
Sur actifs biologiques producteurs (note 7)	5.217.236	5.148.704
Pertes de valeur		
Sur actifs biologiques producteurs (note 7)	1.655.234	0
Total au 31 décembre	12.412.405	11.230.830

Note 25. Dépréciations d'actifs

Immobilisations incorporelles et corporelles et droits d'utilisation d'actifs

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses droits d'utilisation d'actifs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Au 31 décembre 2020, aucune perte de valeur n'a été constatée sur les actifs susmentionnés.

Actifs biologiques producteurs

Le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe un ou plusieurs indices que les actifs biologiques producteurs puissent avoir subi une perte de valeur.

Le Groupe considère pour cela plusieurs indices :

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Au 31 décembre 2020, les cours de clôture, pour les secteurs hévéa et palmier, ne dépassent pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années.

A la place des cours de clôture, le Groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Le Groupe étudie également les cours observés sur les marchés locaux pour l'huile de palme, considérant qu'une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur.

Sur base des critères ci-dessus, l'étude des cours globaux et locaux a conduit à la conclusion qu'il n'existe pas d'indicateurs de perte de valeur externes.

En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes ;
- Critères relatifs au marché local ;
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

L'examen des indices physiques de perte au niveau de Coviphama et Socfin KCD a relevé que certaines surfaces plantées ont subi des dommages. De ce fait, les surfaces concernées ont été dépréciées pour un montant de 1,5 millions d'euros.

Dans le cas où un indice de perte de valeur serait identifié, la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée.

Les tests de perte de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs (« UGT »); et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

L'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Etats financiers consolidés

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. Le taux d'actualisation utilisé reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Au vu de l'existence d'indices internes de perte de valeur, des pertes de valeur de 0,4 million d'euros pour Coviphama et 1,3 millions d'euros pour Socfin KCD ont été constatées en 2020 (note 7).

Au 31 décembre 2020, les réductions de valeur cumulées sont de 5,1 millions d'euros pour Coviphama et 1,2 millions d'euros pour Socfin KCD (note 7).

Evolution des marges réalisées

Note 26. Autres produits financiers

	2020	2019
	EUR	EUR
<i>Sur actifs/passifs non-courants</i>		
Intérêts sur autres participations	5.768	11.418
<i>Sur actifs/passifs courants</i>		
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	3.384.263	624.415
Gains de change	908.239	1.073.989
Autres	562.419	360.339
Total au 31 décembre	4.860.689	2.070.161

Etats financiers consolidés

Note 27. Charges financières

	2020	2019
	EUR	EUR
Pertes de valeur sur actifs non-courants	2.440.000	0
Charge d'intérêt liée aux contrats de location	38.521	70.043
Intérêts et charges financières	63.102	110.434
Pertes de change	4.189.552	1.404.420
Autres	181.213	141.843
Total au 31 décembre	6.912.388	1.726.740

Note 28. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	11.001.332	9.660.672
Charge d'impôts différés	347.544	565.480
Charge d'impôts au 31 décembre	11.348.876	10.226.152

* Composants de la charge d'impôts différés

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
IAS 12 : Latences fiscales	-87.972	72.896
IAS 19 : Engagements de retraites	1.861.615	-39.459
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-1.275.984	-902.585
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-342.482	1.436.210
IFRS 16 : Contrats de location	16.423	-1.581
Charge d'impôts différés au 31 décembre	347.544	565.481

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	28.644.982	20.750.481
Taux d'imposition normal de la société mère	24,94%	24,94%
Taux d'imposition normal des filiales	de 20 % à 24,94 %	de 20 % à 24,94 %
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	6.026.474	5.343.787
Impôts non provisionnés	608.536	190.615
Mesures favorables à l'investissement	-625.630	-756.593
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	936.655	1.253.776
Revenus non imposables	-454.199	-87.235
Dépenses non déductibles	4.027.296	2.807.064
Déficits à reporter	746.942	2.631.654
Impact sur le changement du taux d'imposition	81.372	0
Ajustements divers	1.430	-1.156.915
Charge d'impôts au 31 décembre	11.348.876	10.226.152

Note 29. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au

cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2020	2019 Retraité
Résultat net (en euro)	16.437.566	14.345.341
Nombre moyen d'actions	19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué (en euro)	0,84	0,73

Etats financiers consolidés

Note 30. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 25 mai 2021, le paiement d'un dividende total de 0,80 euro par action. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2020 d'un montant de 0,30 euro par action a été versé en

novembre 2020. En cas d'approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires du dividende proposé, un solde de 0,50 euro pour un montant total de 9,8 millions d'euros resterait donc à payer.

	2020	2019
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	15.675.408	15.675.408
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260
<i>Dividende par action distribué sur la période</i>	<i>0,80</i>	<i>0,80</i>

En outre, en vertu des dispositions statutaires, 1/9 des dividendes distribués sont alloués au Conseil d'Administration.

Etats financiers consolidés

Note 31. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2020	2019
	EUR	EUR
Avantages à court terme	4.625.964	4.089.283
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paieement fondé sur les actions	0	0

* Transactions relatives aux autres parties liées

2019				
EUR	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	596.613	0	596.613
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	8.200.000
	0	8.796.613	0	8.796.613
Actifs courants				
Créances commerciales	0	1.039.342	30.828	1.070.170
Autres créances (note 15)	0	6.441.803	100.534.434	106.976.237
	0	7.481.145	100.565.262	108.046.407
Passifs courants				
Dettes commerciales	0	734.298	1.443	735.741
Autres dettes (note 21)	13.265	12.281.088	2.737.876	15.032.229
	13.265	13.015.386	2.739.319	15.767.970
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	14.844.276	103.916	14.948.192
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	6.042.505	4.250	6.046.755
Produits financiers	551	56.203	544.512	601.266
Charges financières	0	11.739	22.878	34.617

Etats financiers consolidés

2020				
EUR	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	592.500	80.000.000	80.592.500
Autres actifs non-courants	0	7.600.000	0	7.600.000
	0	8.192.500	80.000.000	88.192.500
Actifs courants				
Créances commerciales	0	963.107	0	963.107
Autres créances (note 15)	15.539.714	6.022.150	18.148.051	39.709.915
	15.539.714	6.985.257	18.148.051	40.673.022
Passifs courants				
Dettes commerciales	0	2.780	0	2.780
Autres dettes (note 21)	0	10.108.585	1.664.315	11.772.900
	0	10.111.365	1.664.315	11.775.680
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	11.873.377	158.388	12.031.765
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	4.971.518	0	4.971.518
Produits financiers	22.141	38.356	3.314.977	3.375.475
Charges financières	0	186	2.522	2.708

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

Aucune transaction significative n'a été enregistrée avec la maison mère Socfin à l'exception du paiement des dividendes par Socfinasia S.A. pour un montant de 9,1 millions d'euros en 2019 et de 9,1 millions d'euros en 2020. En outre, au 31 décembre 2020, Socfinde présente une créance de 15,5 millions d'euros avec la maison-mère.

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec la société Socfinde S.A., société de droit luxembourgeois, faisant partie du périmètre consolidé.

Au 31 décembre 2020, Socfinde présente une créance de 17,3 millions d'euros envers Socfinaf (2019 : 100,5 millions d'euros).

Au 31 décembre 2020, Socfinasia présente une créance de 80 millions d'euros envers Socfinaf. Cette créance

comporte un intérêt de 4%. Le montant des intérêts comptabilisés pour l'année 2020 s'élève à 3,2 millions d'euros. Au 31 décembre 2020, le solde restant dû, intérêts courus inclus, est présenté à 80,8 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, Socfinde présente une dette de 0,6 million d'euros envers Safa. Cette dette porte un intérêt annuel au taux Euribor 1 mois x 85% avec un taux plancher à 0%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2020 est nul.

Au 31 décembre 2020, Socfinde présente une dette libellée en USD d'un montant équivalent à 1,1 millions d'euros envers Socfinaf. Cette dette porte un intérêt annuel au taux Libor 1 mois x 85% avec un taux plancher à 0%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2020 est de 0,002 million d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 32. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Indonésie, Cambodge et Europe.

Les produits du secteur opérationnel Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Cambodge proviennent exclusivement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Europe proviennent des prestations de

services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2019

EUR	Retraité Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Retraité Produits des activités ordinaires intersecteurs	Retraité Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.558.652
Cambodge	3.507.881	0	-2.217.924
Indonésie	118.230.566	0	35.104.381
TOTAL	121.738.447	0	29.327.805
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			
Juste valeur de la production agricole			-3.660.465
Autres retraitements IFRS			1.066.038
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-5.834.302
Produits financiers			2.101.016
Charges financières			-2.249.611
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			6.084.418
Impôts			-10.226.152
Résultat net de l'exercice			16.608.747

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2020

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.112.071
Cambodge	5.165.870	0	-1.157.165
Indonésie	121.354.187	0	49.023.435
TOTAL	126.520.057	0	44.754.199
Juste valeur de la production agricole			-6.519.164
Autres retraitements IFRS			-5.327.463
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-1.816.592
Produits financiers			4.912.961
Charges financières			-7.358.960
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			1.765.112
Impôts			-11.348.876
Résultat net de l'exercice			19.061.218

* Total des actifs sectoriels

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
Europe	5.069.851	7.113.372
Cambodge	64.305.823	70.247.389
Indonésie	106.618.394	107.752.641
Total au 31 décembre	175.994.067	185.113.402
IFRS 3 : Juste valeur des actifs biologiques producteurs	-1.356.729	276.461
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	2.521.746	7.938.116
Autres retraitements IFRS	-580.312	0
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	4.750.252	5.158.147
Total des actifs sectoriels consolidés	181.329.025	198.486.126

Etats financiers consolidés

<i>Actifs consolidés non inclus dans les actifs sectoriels</i>		
Droits d'utilisation des actifs	958.149	1.207.625
Participations dans des entreprises associées	20.314.589	22.557.388
Titres valorisés à la juste valeur par le biais de compte de résultat étendu	584.990	633.987
Avances à long terme	80.673.146	3.170.664
Actifs d'impôts différés	3.557.425	4.944.614
Autres actifs non courants	7.600.000	8.200.000
Actifs consolidés non courants	113.688.298	40.714.277
Autres créances	40.157.782	107.399.737
Actifs d'impôts exigibles	980.689	883.878
Actifs consolidés courants	41.138.470	108.283.615
Total actifs consolidés non inclus dans les actifs sectoriels	153.532.680	154.826.769
Total actifs	334.861.702	336.155.793

Les actifs et passifs sectoriels sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils proviennent du reporting interne et ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

Les actifs sectoriels incluent uniquement les immobilisations, les actifs biologiques producteurs, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les passifs sectoriels incluent uniquement les dettes commerciales et les autres dettes.

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
Europe	45.286.673	113.015.197
Cambodge	890.695	1.198.667
Indonésie	19.292.109	19.418.844
Total au 31 décembre	65.469.477	133.632.708
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-23.989.559	-88.346.690
Total des passifs sectoriels consolidés	41.479.918	45.286.018
<i>Passifs consolidés non inclus dans les passifs sectoriels</i>		
Capitaux propres totaux	247.215.363	254.681.433
Passifs non-courants	37.315.541	45.463.590
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	24.036	25.938
Passifs d'impôts exigibles	10.048.388	1.948.383
Provisions	72.547	78.657
Total passifs consolidés non inclus dans les passifs sectoriels	294.675.875	302.198.000
Total capitaux propres et passifs	336.155.793	347.484.018

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2019 (retraité)

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	0	651.057	1.841.631	2.492.688
Indonésie	29.309	3.975.900	7.021.611	11.026.820
TOTAL	29.309	4.626.957	8.863.242	13.519.508

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2020

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	0	483.274	1.064.256	1.547.530
Indonésie	17.885	4.421.120	6.716.707	11.155.712
TOTAL	17.885	4.904.394	7.780.963	12.703.242

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2020	2019 Retraité
	EUR	EUR
Palmier	104.521.961	98.450.158
Hévéa	18.054.353	19.364.190
Autres produits agricoles	3.943.743	3.924.099
TOTAL	126.520.057	121.738.447

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR				2019
				Retraité
<i>Implantation</i>				
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>TOTAL</i>
Asie	14.844.276	510.192	106.383.979	121.738.447
TOTAL	14.844.276	510.192	106.383.979	121.738.447

EUR				2020
<i>Implantation</i>				
<i>Origine</i>	<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>TOTAL</i>
Asie	11.873.383	157.914	114.488.760	126.520.057
TOTAL	11.873.383	157.914	114.488.760	126.520.057

* Information par secteur d'activité et par catégorie de revenu

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par secteur d'activité et par zone géographique

EUR				2019
				Retraité
<i>Catégorie</i>				
<i>Secteur d'activité</i>	<i>Palmier</i>	<i>Hévéa</i>	<i>Autres produits agricoles</i>	<i>TOTAL</i>
Indonésie	98.450.158	15.856.309	3.924.099	118.230.566
Cambodge	0	3.507.881	0	3.507.881
TOTAL	98.450.158	19.364.190	3.924.099	121.738.447

EUR				2020
<i>Catégorie</i>				
<i>Secteur d'activité</i>	<i>Palmier</i>	<i>Hévéa</i>	<i>Autres produits agricoles</i>	<i>TOTAL</i>
Indonésie	104.521.962	12.888.488	3.943.737	121.354.187
Cambodge	0	5.165.870	0	5.165.870
TOTAL	104.521.962	18.054.358	3.943.737	126.520.057

Note 33. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

* *Risque de prix sur les marchés des matières premières*

Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des matières premières (commodities) sur les marchés

internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

* *Risque de devises étrangères*

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

Etats financiers consolidés

* *Risque de taux d'intérêts*

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses

obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause

Etats financiers consolidés

les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

** Risque de change*

Le Groupe est exposé aux variations de valeur découlant des fluctuations des taux de change générées par ses activités d'exploitation. Néanmoins, étant donné que les ventes locales sont réalisées en monnaie locale et les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar, l'exposition du Groupe est limitée aux fluctuations du dollar par rapport à l'euro. L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,02 million d'euros.

Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est

liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat. Les ventes locales réalisées en monnaie locale en 2020 était de 104,7 millions d'euros.

PT Socfindo présente une position de trésorerie de 0,5 million de dollars.

** Risque de taux d'intérêts*

En dehors des éventuels découverts bancaires à court terme, il n'y a pas d'emprunt à taux variable.

** Risque de crédit*

Au 31 décembre 2020, les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent à 1 million d'euros respectivement. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Les créances commerciales échues sont non significatives.

Etats financiers consolidés

	2020	2019
	EUR	EUR
Créances commerciales	1.994.383	4.174.869
Autres créances	40.157.781	107.399.734
Avances à long terme	80.387.666	3.170.663
Total net des créances	122.539.830	114.745.266
Montant non échu	122.539.830	114.745.266
Total net des créances	122.539.830	114.745.266

* Risque de liquidité

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est limitée dans la mesure où le Groupe n'a pas de dettes financières à la date de clôture, et présente une position de trésorerie telle que mentionnée à la note 17 qui est maintenue au sein d'établissements présentant de faibles risques de crédit.

Note 34. Passifs éventuels

1. Litige contre le Service Public Fédéral Finances Belge (Impôt des sociétés)

La société SOCFICOM S.A. (« Socficom ») société anonyme de droit liechtensteinois et filiale du groupe a fait l'objet de poursuites répressives, à l'initiative du Ministère Public belge.

La principale prévention dont Socficom était liée au fait que le Ministère Public belge considérait que Socficom était une « société résidente belge », assujettie à l'impôt belge des sociétés.

Socficom a bénéficié d'une décision d'acquiescement, à la suite d'un arrêt rendu par la 11^{ème} Chambre de la Cour d'appel de Bruxelles, siégeant en matière correctionnelle, daté du 23 octobre 2018. La Cour a dit pour droit qu'«il ressort de l'ensemble de ces éléments que le siège réel de la prévenue Socficom est bien établi au Liechtenstein et que rien ne permet de le situer à Bruxelles». Le parquet n'a formé aucun pourvoi en cassation contre cet arrêt et cette décision est donc définitive.

Cependant, le Service Public Fédéral Finances, se fondant exclusivement sur le dossier d'instruction soumis par le Ministère Public belge en matière correctionnelle, soutient que Socficom remplit les conditions pour son assujettissement à l'impôt des sociétés en Belgique (le Service Public Fédéral

Finances estime que Socficom est effectivement dirigée de Belgique et que toute son activité s'y déroulait).

Socficom a donc été imposée d'office à l'impôt des sociétés, en date du 4 janvier 2012 sur les exercices d'imposition 2004 à 2009 pour un montant de 77.343.783 euros hors intérêts de retard à un taux annuel de 7% réduit à 4% depuis le 1er janvier 2018.

Socficom s'est pourvue, en date du 5 avril 2013, en réclamation fiscale contre ces 6 impositions d'office. Ces 6 réclamations ont été déclarées recevables, mais ont été rejetées.

Socficom a introduit une action devant le tribunal de première instance francophone de Bruxelles.

Le tribunal de première instance francophone de Bruxelles par jugement daté du 26 avril 2019, a déclaré la demande recevable et partiellement fondée dans la mesure où il ordonne le dégrèvement partiel des cotisations litigieuses.

Socficom estime que cette décision, bien que partiellement favorable à la thèse qu'elle défendait devant le tribunal, n'est pas satisfaisante, compte tenu de la décision d'acquiescement rappelée ci-dessus.

Etats financiers consolidés

C'est exclusivement sur base des éléments du dossier pénal que l'administration fiscale veut taxer Socficom car le dossier fiscal ne contient aucune « prétention nouvelle » par rapport à l'instance correctionnelle. Les faits jugés dans le cadre de l'instance fiscale, ont déjà été tranchés par la Cour d'Appel (chambre correctionnelle) qui a acquitté Socficom et les autres prévenus.

Le tribunal ne pouvait donc donner raison à l'administration fiscale en se fondant sur des pièces, considérations ou constatations, privées de tout effet par l'arrêt de la Cour d'Appel du 23 octobre 2018. Le Tribunal fiscal de Bruxelles a « rejugé » le dossier pénal faisant fi de l'acquiescement de la 11ème Chambre de la Cour d'appel de Bruxelles.

Socficom a donc décidé d'interjeter appel à l'encontre du jugement rendu en matière fiscale afin de solliciter de la Cour qu'elle fasse droit à la demande initialement formulée par la société, soit ordonner le dégrèvement total des cotisations litigieuses.

Les décisions en matière fiscale, frappées d'appel ne sont pas exécutoires aussi longtemps que la Cour ne s'est pas prononcée.

Les montants réclamés initialement par le fisc à Socficom s'élevaient à 77.343.783 euros hors intérêts (voir ci-dessus) desquels il faut donc déduire le dégrèvement accordé par le tribunal de l'ordre de 50.000.000. euros.

Les conseils de la société et la Direction du Groupe sont d'avis que la Cour d'Appel devrait dégrever totalement ces impôts, en se fondant sur la décision d'acquiescement de la Cour d'Appel, Chambre correctionnelle, du 23 octobre 2018 qui confirme : « que le siège réel de la prévenue Socficom est bien établi au Liechtenstein et que rien ne permet de le situer à Bruxelles ». Sur base de ces éléments, la direction est d'avis qu'aucune provision ne doit être enregistrée car la probabilité d'une sortie de ressource financière par le groupe est faible. Les conclusions de la Cour d'Appel devraient être rendues pas avant 2024.

2. Litige contre le Service Public Fédéral Finances Belge (TVA)

Tel que décrit précédemment, le Service Public Fédéral Finances soutient que Socficom est une société

résidente belge. L'administration fiscale lui réclame une TVA de 3.054.160,15 euros pour les années 2006, 2007, 2008 et 2009 outre une amende fiscale et des intérêts au taux de 0,8% par mois à compter du 20 janvier 2010.

Les montants réclamés s'élèvent à 10.310.844,61 euros se décomposant comme suit :

- EUR 3.054.160 à titre de TVA
- EUR 1.148.364 à titre d'intérêts
- EUR 6.108.320 à titre d'amendes
- à majorer de l'intérêt de retard à calculer sur la TVA due à partir du 21 décembre 2013.

Socficom a contesté cet impôt devant le tribunal de première instance de Bruxelles.

Le tribunal a déclaré la demande recevable et partiellement fondée dans la mesure où il annule l'amende fiscale de 6.108.320 euros et les intérêts comptés sur ce montant.

Socficom estime que cette décision, bien que partiellement favorable à la thèse qu'elle défendait devant le tribunal, n'est pas satisfaisante puisqu'elle a bénéficié d'une décision d'acquiescement suite à l'arrêt rendu par la 11ème Chambre de la Cour d'Appel de Bruxelles daté du 23 octobre 2018.

Pour réclamer la TVA litigieuse à Socficom, l'administration fiscale se fonde exclusivement sur le dossier pénal. Or le tribunal de Bruxelles ne pouvait ignorer la décision d'acquiescement et condamner Socficom sans tenir compte de l'arrêt, définitif et coulé en force de chose jugée, de la Cour d'Appel de Bruxelles.

En l'absence d'éléments nouveaux apportés par l'administration fiscale et ayant une incidence sur l'issue du procès, la décision de la Cour d'Appel du 23 octobre 2018, ne pouvait être remise en cause et lie le tribunal.

Socficom a donc décidé d'interjeter appel à l'encontre du jugement rendu en matière fiscale afin de solliciter de la Cour qu'elle fasse droit à la demande initialement formulée par la société, soit ordonner le dégrèvement total des taxes litigieuses.

Les conseils de la société et la Direction du Groupe sont d'avis que la Cour d'Appel devrait dégrever totalement

Etats financiers consolidés

ces taxes, en se fondant sur la décision d'acquiescement de la Cour d'Appel, Chambre correctionnelle, du 23 octobre 2018 qui confirme : « que le siège réel de la prévenue Socficom est bien établi au Liechtenstein et que rien ne permet de le situer à Bruxelles ». Sur base de ces éléments, la direction est d'avis qu'aucune

provision ne doit être enregistrée car la probabilité d'une sortie de ressource financière par le Groupe est faible. Les conclusions de la Cour d'Appel devraient être rendues pas avant 2024.

Note 35. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 36. Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement post-clôture important concernant le Groupe n'est à signaler.

Note 37. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2020	2019
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	194.761	159.023

Les honoraires d'audit comprennent le total des honoraires d'audit versés au réviseur du Groupe, à savoir EY pour 2020 et C-Clerc pour 2019 (membre du réseau Crowe Global) ainsi qu'aux sociétés membres

de leurs réseaux pour les périodes. Aucune prestation de consultance ou autres services non-audit n'ont été rendus par ces sociétés en 2020 ou en 2019.

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 25 mai 2021

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2020.

Activités

La Société détient pour l'essentiel des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2020	2019
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	32,5	22,0
Produit de l'actif circulant	3,2	0,0
<i>Total des produits</i>	35,7	22,0
CHARGES		
Autres charges externes	2,2	2,6
Corrections de valeur sur immobilisations financières	0,3	1,2
Intérêts et autres charges financières	0,6	0,3
Impôts	0,5	0,5
<i>Total des charges</i>	3,6	4,6
BENEFICE DE L'EXERCICE	32,1	17,4

Au 31 décembre 2020, les produits des immobilisations financières s'élèvent donc à 32,5 millions d'euros contre 22 millions d'euros en 2019. La hausse constatée provient pour l'essentiel de l'augmentation des revenus en provenance d'Indonésie.

Après déduction des charges et des coûts de structure, le bénéfice de l'exercice s'établit à 32,1 millions d'euros contre 17,4 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2020, le total du bilan de Socfinasia S.A. avant distribution s'établit à 425,5 millions d'euros contre 410,9 millions d'euros au 31 décembre 2019.

L'actif de Socfinasia S.A. se compose notamment de 314,5 millions d'euros d'immobilisations

financières et de 111 millions d'euros de créances.

Les fonds propres, avant affectation du solde de dividendes, s'élèvent à 421,4 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Aucun mouvement de portefeuille n'a été effectué au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Pépinière à hauteur de 0,1 million d'euros et sur Socfin Research pour 0,1 million d'euros.

Evaluation

Au cours de l'exercice 2020, Socfinasia a comptabilisé des réductions de valeur sur Immobilière de la

Les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 53,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 80,7 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant l'exercice :

PT Socfindo (Indonésie)

Filiale à 90% de PNS Limited S.A., elle-même détenue à 99,99% par Socfinasia S.A.

Surfaces (ha) au 31/12/2020	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
Hévéa	6.281	1.006	7.287
Palmier	33.710	5.017	38.727
Total	39.991	6.023	46.014

Chiffres-clés	Réalisé 2020	Réalisé 2019	Ecart (%)
Production (tonnes)			
Caoutchouc	9.798	11.325	-13,4
Huile de palme	182.577	189.462	-3,6
Chiffre d'affaires (000€)			
Caoutchouc	12.857	15.854	-18,9
Palmier	104.268	97.879	+6,5
Semences	3.862	4.477	-13,7
Total	120.987	118.210	+2,3
Résultat net (000€)	38.093	25.498	+29,8

Rapport de gestion social

Socfin-KCD Co Ltd (Cambodge) - Filiale à 100% de Socfinasia S.A. et
Coviphama Co Ltd (Cambodge) - Filiale à 100% de PNS Ltd S.A., elle-même détenue à 99,99% par Socfinasia S.A.

La production de caoutchouc usinée par Socfin KCD au cours de l'année 2020, est en hausse de 47% en raison de la mise en exploitation de surfaces additionnelles et de l'augmentation des rendements agricoles de cette plantation encore jeune. Le chiffre d'affaires affiche par conséquent une hausse significative en lien avec un volume vendu plus important combiné à un prix de vente plus favorable. Le résultat net s'en trouve amélioré et bénéficie d'une baisse de 28% des coûts de production à la tonne.

Chez Coviphama, la mise en valeur des jeunes cultures se poursuit. Les récoltes des premières parcelles matures sont vendues à Socfin-KCD, Coviphama ne disposant pas d'unité industrielle.

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 32.138.586,15, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 205.600.141,29 forment un solde bénéficiaire de EUR 237.738.727,44 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	220.321.607,44
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	1.741.712,00
90% aux 19.594.260 actions	15.675.408,00
soit EUR 0,80 par action	
dont EUR 0,30 déjà versé fin 2020	237.738.727,44

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait également à EUR 0,80.

Après cette répartition, l'ensemble des réserves s'élève à EUR 385.989.079,83 et se présente comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.449.282,50
Réserve statutaire	125.993.370,46
Autres réserves	30.070.909,83
Autres réserves disponibles	7.153.909,60
Report à nouveau	220.321.607,44
	385.989.079,83

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 80 de EUR 0,50 sera détachable le 7 juin 2021 et payable à partir du 9 juin 2021.

Rapport de gestion social

Actions propres

Au cours de l'exercice 2020, la Société n'a pas procédé à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2020, Socfinasia n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 3,7 millions de dollars au 31 décembre 2020. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements et les dépenses en dollar.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) b)

et f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.492.825 euros représenté par 19.594.260 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.

Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.

Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 57,79% dans le capital de Socfinasia S.A.

Le 22/10/2018, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 22,255% dans le capital de Socfinasia S.A., dont 17,138% via Bolloré et 5,116% via Compagnie du Cambodge.

Art. 22. des statuts : « En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».

Art. 31. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 450-1 et 450-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ».

h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.

Rapport de gestion social

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.

Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 420-23 de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de

souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Politique de gestion responsable

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2020.

Les efforts et actions entreprises par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinasia S.A. au 31 décembre 2020 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividende, s'élève à 475,2 millions d'euros, soit EUR 24,25 par action contre EUR 24,87 au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action au 31 décembre 2020 s'élève à EUR 14,50 contre EUR 16,30 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Asie du Sud-Est peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

En outre, la Société peut être exposée à des risques de change sur les avances à long terme accordées aux filiales. L'évaluation de ce risque est décrite dans les notes aux comptes annuels statutaires de la Société.

Impact de la crise sanitaire de la Covid-19

Outre les mesures sanitaires prises par le Groupe et décrites dans le rapport de développement durable, le Groupe a, au début de la crise du Covid-19, limité la saignée des hévéas aux parcelles les plus productives. Il en résulte une production de caoutchouc propre inférieure de 17% au budget.

Cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact sur l'activité huile de palme.

Les prévisions financières de la Société et de ses filiales directes et indirectes pour les exercices 2021 et 2022, les niveaux soutenus des prix de marchés dans cette première partie de l'année, indiquent que l'activité générera des liquidités suffisantes pour faire face aux obligations du Groupe et assurer la perspective de continuité de l'exploitation.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2021 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales.

Nominations statutaires

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Hubert Fabri vient à échéance cette année. Il est rééligible et se représente à vos suffrages.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Socfinasia S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2020 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (le « Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le

Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre sujet

Les états financiers de la société au 31 décembre 2019 ont été audités par un autre Réviseur d'Entreprises Agréé qui a émis une opinion non-modifiée sur ces états financiers le 9 avril 2020.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation des parts dans et créances sur des entreprises liées

Risque identifié

Au 31 décembre 2020, la valeur nette des parts dans et créances sur des entreprises liées s'élève à 314 millions d'euros et représente 74% du total actif du bilan. Ces parts dans et créances sur des entreprises liées sont évalués au coût d'acquisition historique, respectivement leur valeur nominale, qui comprend les frais accessoires. En cas de dépréciation qui, de l'avis du Conseil d'Administration, revêt un

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

caractère durable, ces immobilisations financières font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, telle que déterminée par le Conseil d'Administration.

L'appréciation du caractère durable de dépréciation de ces participations requiert l'exercice du jugement du Conseil d'Administration dans son choix des éléments à considérer selon les participations et créances concernées, qu'il s'agisse d'éléments de marché (cours de bourse lorsqu'applicable) et/ou historiques (quote-part d'actif net comptable réévalué) et/ou prévisionnels (flux de trésorerie futurs aux actionnaires actualisés).

En raison du montant significatif des parts dans et créances sur des entreprises liées ainsi que du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur par le Conseil d'Administration, nous avons considéré l'évaluation des parts dans et créances sur des entreprises liées comme un point clé de notre audit.

Réponse d'audit apportée

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs des parts dans et créances sur des entreprises liées :

- Nous avons apprécié les méthodes de valorisation utilisées par le Conseil d'Administration, telles que décrites dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels pour déterminer la valeur des corrections de valeur à comptabiliser sur les parts dans et/ou créances sur des entreprises liées ;
- Nous nous sommes assurés de la correcte application des méthodes de valorisation retenues par le Conseil d'Administration :
 - o pour les valorisations reposant sur des données de marché, nous avons testé la concordance entre les cours de bourse au 31 décembre 2020 utilisés pour la valorisation des participations et les cotations officielles ;
 - o pour les valorisations reposant sur des éléments historiques, nous avons testé la concordance entre les capitaux propres retenus et l'information financière des entreprises liées et nous avons évalué le caractère probant de la documentation sur laquelle les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés ;
- Nous avons évalué le caractère approprié des informations présentées dans la note 3 - Immobilisations financières de l'annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2020.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel comprenant les rapports de gestion et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les mesures prises pour éliminer les menaces ou les mesures de sauvegarde appropriées s'il y a lieu.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 26 mai 2020 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est d'un an.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise présentée aux pages 26 à 31 relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le

registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont en concordance avec les états financiers et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de l'audit.

Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé

Yves EVEN
Luxembourg, le 30 avril 2021

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2020

		2020	2019
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		291.773.146,86	292.038.898,56
Créances sur des entreprises liées		22.765.600,07	22.765.600,07
		314.538.746,93	314.804.498,63
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées	4		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		30.405.740,54	91.621.713,93
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		80.000.000,00	0,00
Autres créances			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		517.192,34	62,50
		110.922.932,88	91.621.776,43
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		32.296,14	4.462.256,99
		110.955.229,02	96.084.033,42
TOTAL ACTIF		425.493.975,95	410.888.532,05

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2020	2019
<i>PASSIF</i>	Note	EUR	EUR
CAPITAUX PROPRES			
	5		
Capital souscrit		24.492.825,00	24.492.825,00
Réserves			
Réserve légale		2.449.282,50	2.449.282,50
Réserves statutaires		125.993.370,46	125.993.370,46
Autres réserves, y compris la réserve de juste valeur			
Autres réserves disponibles		37.224.819,43	37.224.819,43
		165.667.472,39	165.667.472,39
Résultats reportés		205.600.141,29	205.581.392,84
Résultat de l'exercice		32.138.586,15	17.435.868,45
Acomptes sur dividendes		-6.531.420,00	-6.531.420,00
		421.367.604,83	406.646.138,68
DETTES			
Dettes envers des établissements de crédit dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		18,33	17,30
Dettes sur achats et prestations de services dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		88.452,00	76.015,00
Dettes envers des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		877,50	676.689,71
Autres dettes			
Dettes fiscales		551.020,00	0,00
Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	6	3.486.003,29	3.489.671,36
		4.126.371,12	4.242.393,37
TOTAL PASSIF		425.493.975,95	410.888.532,05

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de profits et pertes au 31 décembre 2020

		2020	2019
	Note	EUR	EUR
Matières premières et consommables et autres charges externes			
Autres charges externes		-2.042.829,24	-2.342.355,34
Autres charges d'exploitation		-266.635,99	-268.552,03
Produits provenant de participations			
provenant d'entreprises liées	7	32.542.378,42	22.005.578,79
Autres intérêts et autres produits financiers			
provenant d'entreprises liées	8	3.208.995,98	13.035,71
autres intérêts et produits financiers		10.318,19	4.784,94
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant		-265.751,70	-1.208.392,17
Intérêts et autres charges financières			
autres intérêts et charges financières		-501.195,26	-242.297,22
Impôts sur le résultat		4.325,75	-8.939,33
Résultat après impôts sur le résultat		32.543.843,02	17.952.863,35
Autres impôts ne figurant pas sous les postes 1. à 16.		-551.020,00	-516.994,90
Résultat de l'exercice		32.138.586,15	17.435.868,45

Proposition de répartition bénéficiaire

		2020	2019
		EUR	EUR
Report à nouveau		220.321.607,44	205.600.141,29
Du solde :			
10% au Conseil d'Administration		1.741.712,00	1.741.712,00
90% aux 19.594.260 actions		15.675.408,00	15.675.408,00
		237.738.727,44	223.017.261,29
Dividende par action		EUR 0,80	EUR 0,80

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2020

Note 1. Généralités

SOCFINASIA S.A. « la Société » ci-après, a été constituée le 20 novembre 1972 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 10534 et est cotée à la Bourse de Luxembourg sous le numéro ISIN LU0092047413.

La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties. Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », qui constitue l'ensemble le plus grand dans lequel la société est consolidée, la Société établit également des comptes consolidés qui font l'objet d'une publication selon les modalités prévues par la loi et qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : www.socfin.com.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg selon la méthode du coût historique.

Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi du 19 décembre 2002, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La préparation des comptes annuels implique le recours à un certain nombre d'estimations comptables déterminantes. Elle impose aussi au Conseil d'Administration d'exercer son jugement dans l'application des principes comptables. Tout changement dans les hypothèses peut avoir des

répercussions significatives sur les comptes annuels de la période durant laquelle ces hypothèses ont changé. Le Conseil d'Administration estime que les hypothèses sous-jacentes sont adéquates et que les comptes annuels donnent ainsi une image fidèle de la situation financière et des résultats de la Société.

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 relatifs à certains postes de l'actif, du passif et du compte de profits et pertes ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2020. Ces reclassifications n'ont aucun impact sur le résultat de l'exercice se terminant le 31 décembre 2019.

Etats financiers sociaux

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique, à l'exception de la part à moins d'un an des créances immobilisées qui est évaluée individuellement au plus bas de sa valeur au cours de change historique ou de sa valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ou au taux inclus dans le contrat de couverture pour les éléments couverts par un contrat de change à terme. Les gains et pertes non réalisés sont comptabilisés dans la période en cours ;
- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seules les pertes de change non réalisées sur les postes en devises sont portées au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Evaluation des immobilisations financières

Les parts dans des entreprises liées sont évalués au coût d'acquisition historique, qui comprend les frais accessoires. Les créances sur des entreprises liées sont évaluées à leur valeur nominale, qui comprend les frais accessoires.

En cas de dépréciation qui, de l'avis du Conseil d'Administration, revêt un caractère durable, ces immobilisations financières font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, telle que déterminée par le Conseil d'Administration.

Afin de déterminer les corrections de valeur présentant un caractère durable à la date de clôture, le Conseil d'Administration procède pour chaque investissement, sur une base individuelle, aux analyses suivantes :

1/ Pour les participations dont les titres sont cotés, le Conseil d'Administration compare la valeur nette comptable de la participation à la valeur de marché sur base du cours de bourse à la date de clôture. Lorsque la valeur de marché est supérieure ou égale à la valeur nette comptable, le Conseil d'Administration estime qu'aucune correction de valeur n'est à comptabiliser à la date de clôture. En revanche, lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur nette comptable, le Conseil d'Administration procède au test de la valeur nette comptable par rapport à la quote-part dans l'actif net réévalué de la participation.

2/ Dans le cas où le test de la valeur nette comptable par rapport à la valeur de marché n'est pas concluant, ainsi que pour les participations dont les titres ne sont pas cotés, le Conseil d'Administration compare la valeur nette comptable de la participation à la quote-part détenue dans l'actif net réévalué de la participation ainsi que dans l'actif net consolidé (i.e. capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère) si la filiale objet du test prépare des comptes consolidés.

Si une de ces valeurs est supérieure ou égale à la valeur nette comptable de la participation, aucune correction de valeur n'est comptabilisée.

3/ En revanche, quand les deux valeurs sont inférieures à la valeur nette comptable de la participation :

- pour les sociétés de support (autres que plantations ou sociétés industrielles), le Conseil d'Administration acte la correction de valeur qui

Etats financiers sociaux

résulte de la plus petite différence entre la valeur nette comptable de la participation et la quote-part détenue dans l'actif net réévalué ou dans l'actif net consolidé ;

- pour les participations dans des plantations ou sociétés industrielles, le Conseil d'Administration acte une correction de valeur pour aligner la valeur de la participation sur la quote-part de la valeur de l'entreprise calculée sur base des flux de trésorerie futurs actualisés disponibles aux actionnaires, qui tiennent compte des évolutions prévisibles des affaires de la participation objet du test.

Le Conseil d'administration peut toutefois prendre d'autres éléments en considération et notamment, compte tenu de la très longue période d'imaturité d'une jeune plantation, il considère que la correction de valeur n'est pas durable pour une plantation dont plus de la moitié de sa surface plantée n'est pas exploitée.

Les créances sur des entreprises liées font l'objet d'une correction de valeur dans le cas où le test de la valeur nette comptable par actualisation des flux futurs de trésorerie aux actionnaires ne supporte pas le remboursement intégral de la créance.

Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires, ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque la valeur de marché est inférieure au coût d'acquisition. Cette correction de valeur n'est pas maintenue si les raisons qui ont motivé sa constitution ont cessé d'exister.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur de remboursement. Lorsque le montant à rembourser sur les dettes est supérieur au montant reçu, la différence est portée au compte de profits et pertes à l'émission de la dette.

Impact de la pandémie COVID-19

Durant l'année 2020, suite à l'impact de la pandémie COVID-19 sur les activités des filiales directes et indirectes de la Société, la Direction s'est adaptée aux nouvelles restrictions et suit constamment l'évolution du risque lié à cette crise sanitaire. La propagation du virus demeure active et imprévisible, ce qui voue le développement économique à un avenir incertain.

En tenant compte de l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur base des informations disponibles à ce jour, la Société a préparé un plan de trésorerie évaluant sa position de liquidité sur base des meilleures estimations de la Direction. Ce plan de trésorerie montre des liquidités suffisantes pour lui permettre de faire face à ses obligations et confirmer l'hypothèse de la continuité d'exploitation pour au moins les douze mois suivant la date d'approbation de ses états financiers 2020.

Etats financiers sociaux

Note 3 - Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/Valeur nominale au début de l'exercice	294.576.661,97	294.576.661,97	22.765.600,07	22.405.600,07	317.342.262,04	316.982.262,04
Augmentations	0,00	0,00	0,00	360.000,00	0,00	360.000,00
Diminutions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prix d'acquisition/Valeur nominale à la fin de l'exercice	294.576.661,97	294.576.661,97	22.765.600,07	22.765.600,07	317.342.262,04	317.342.262,04
Corrections de valeur au début de l'exercice	-2.537.763,41	-1.329.371,24	0,00	0,00	-2.537.763,41	-1.329.371,24
Dotations	-411.514,83	-1.208.392,17	0,00	0,00	-411.514,83	-1.208.392,17
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	-2.949.278,24	-2.537.763,41	0,00	0,00	-2.949.278,24	-2.537.763,41
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	291.627.383,73	292.038.898,56	22.765.600,07	22.765.600,07	314.392.983,80	314.804.498,63

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net) (*)	Résultat net (*)
Induservices S.A.	Luxembourg	35,00	35.000	31.12.2020	EUR	236.129	3.936
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2020	EUR	2.437.089	-167.918
Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.	Luxembourg	99,99	244.783.196	31.12.2020	USD	307.993.384	33.359.993
Socfinde S.A.	Luxembourg	79,92	1.072.391	31.12.2020	EUR	5.873.284	-67.644
Terrasia S.A.	Luxembourg	47,81	118.518	31.12.2020	EUR	554.920	27.710
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	346.787	31.12.2020	EUR	693.576	-69.105
Socfinco FR S.A.	Suisse	50,00	486.891	31.12.2020	EUR	11.811.775	2.036.824
Sogescol FR S.A.	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2020	USD	13.483.580	3.758.811
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2020	EUR	1.442.784	-62.881
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	1.852.020	31.12.2020	EUR	3.704.031	-232.212
Sodimex FR S.A.	Suisse	50,00	621.424	31.12.2020	EUR	4.112.846	385.143
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.315	31.12.2020	EUR	3.114.504	243.749
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.530	31.12.2020	EUR	95.029	-8.026
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.165.450	31.12.2020	EUR	3.771.678	-129.786
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	750.365	31.12.2020	EUR	1.759.151	219.821
Sodimex S.A.	Belgique	50,00	102.200	31.12.2020	EUR	172.921	-31.259
Socfin-KCD Co Ltd	Cambodge	100,00	31.685.450	31.12.2020	KHR	130.846.766.551	-3.678.568.599
			291.575.336				

(*) Sur base de données financières non auditées.

Etats financiers sociaux

Evaluation des parts dans des entreprises liées :

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration est d'avis que :

- la valeur d'acquisition de Socfin Research de EUR 2.828.922 est supérieure à sa quote-part dans les fonds propres qui s'élève à EUR 1.852.020. Dès-lors, une réduction de valeur complémentaire de EUR 116.100 a été comptabilisée pour porter la réduction valeur totale à EUR 976.902 ;
- la valeur d'acquisition d'Immobilière de la Pépinière de EUR 4.261.650 est supérieure à sa quote-part dans les fonds propres qui s'élève à EUR 3.015.798. Dès-lors, une réduction de valeur complémentaire de EUR 149.652 a été comptabilisée pour porter la réduction valeur totale à EUR 1.245.952.

Le Conseil d'Administration estime qu'il n'existe pas d'indicateur de perte de valeur durable concernant les autres parts dans des entreprises liées.

Evaluation des créances sur des entreprises liées :

Au 31 décembre 2020, les créances sur des entreprises liées se composent comme suit :

Contrepartie	Devise	Solde Devise	Solde EUR	Gain / (Perte) de change latente *
Induservices S.A.	EUR	132.500	132.500	-
Socfin-KCD Co Ltd	USD	26.103.890	22.173.100	-900.270
Management Associates S.A.	EUR	460.000	460.000	-
TOTAL			22.765.600	-900.270

* Conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises, les créances sur des entreprises liées restent converties au taux historique et le résultat de change latent n'est pas comptabilisés dans le compte de profits et pertes, à l'exception de la part à moins d'un an des créances immobilisées qui est évaluée individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration est d'avis que ces créances ne présentent pas de pertes de valeur qui revêtent un caractère durable et par conséquent aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Note 4. Créances sur des entreprises liées

Au 31 décembre 2020, ce poste se compose principalement :

- d'une créance sur la société Socfinaf S.A. d'un montant nominal de EUR 80.000.000,00 (2019 : EUR 0,00), plus intérêts courus d'un montant de EUR 806.575,34 (2019 : EUR 0,00). Cette créance porte intérêts à un taux fixe de 4% l'an et est remboursable en quatre annuités de EUR 20.000.000 à partir du 31 décembre 2023 ;
- de créances sur la filiale Socfinde S.A. correspondant d'une part à la balance sur compte courant d'un montant de EUR 20.210.766,20 (2019 : EUR 82.101.338,93) et d'autre part à une avance de trésorerie d'un montant de EUR 8.950.000,00 (2019 : EUR 8.950.000,00).

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration est d'avis que les créances sont pleinement recouvrables et par conséquent aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Etats financiers sociaux

Note 5. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2019	24.492.825,00	2.506.250,00	163.218.189,89	200.282.361,63	24.836.323,71	-8.708.560,00
Affectation du résultat de l'exercice 2018 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2019 :						
• Résultats reportés		-56.967,50		5.299.031,21	-5.242.063,71	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2018					-8.708.560,00	8.708.560,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 28 octobre 2019						-6.531.420,00
Résultat de l'exercice 2019					17.435.868,45	
Situation au 31 décembre 2019	24.492.825,00	2.449.282,50	163.218.189,89	205.581.392,84	17.435.868,45	-6.531.420,00
Affectation du résultat de l'exercice 2019 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 26 mai 2020 :						
• Résultats reportés				18.748,45	-18.748,45	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2019					-6.531.420,00	6.531.420,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 27 octobre 2020						-6.531.420,00
Résultat de l'exercice 2020					31.992.823,02	
Situation au 31 décembre 2020	24.492.825,00	2.449.282,50	163.218.189,89	205.600.141,29	31.992.823,02	-6.531.420,00

Capital souscrit

Au 31 décembre 2020 et 2019, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.492.825,00 représenté par 19.594.260 actions sans désignation de valeur nominale.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement obligatoire de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Réserves statutaires

La réserve statutaire d'un montant de EUR 125.993.370,46 (2019 : EUR 125.993.370,46) est relative au bénéfice dégagé lors de la constitution en 1997 de la société Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.. Conformément à l'article 33 des statuts coordonnés de la Société, cette réserve n'est pas distribuable aux actionnaires.

Note 6. Autres dettes

Au 31 décembre 2020, ce poste inclut des coupons à payer pour un montant de EUR 3.486.003,29 (2019 : EUR 3.489.671,36).

Note 7. Produits provenant de participations

	2020	2019
	EUR	EUR
Dividendes reçus	32.542.378,42	22.005.578,79

Note 8. Autres intérêts et produits financiers

Au 31 décembre 2020, ce poste inclut principalement les intérêts perçus sur le prêt accordé à Socfinaf S.A. (note 4) pour un montant total de EUR 3.208.767,12 (2019 : EUR 0,00).

Note 9. Impôts

La Société est sujette à tous les impôts auxquels les sociétés commerciales luxembourgeoises sont soumises.

Note 10. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2020, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 11.562,00 (2019 : EUR 13.750,00) de jetons de présence et EUR 1.991.712,00 (2019 : EUR 1.991.712,00) de tantièmes et émoluments. Au cours de l'exercice 2020, aucune avances ou crédits n'ont été accordés aux membres des organes de gestion ou de surveillance.

Note 11. Environnement politique et économique

La Société détient directement et indirectement des participations dans des sociétés qui opèrent en Indonésie et au Cambodge.

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique, les participations financières détenues directement et indirectement par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 12. Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2020 et 2019, la Société n'a pas d'engagements hors bilan significatifs.

Note 13. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

